

relations

juillet-août 1999 3,95\$ no 652

**J'aime
le cinéma!**

À lire également dans ce numéro:

Anne-Marie Aitken, sur l'école et la transmission de la foi
J.-M. Fontan et B. Fusulier, sur la social-démocratie



relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de chrétiens et de chrétiennes engagés dans la promotion de la justice.

DIRECTRICE
Carolyn Sharp

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Anne-Marie Aitken

ASSISTANT À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Jean Bellefeuille,
Normand Breault, Élisabeth Garant,
Joseph Giguère, Marie-Paule Malouin,
Françoise Nduwimana, Guy Paiement,
Francine Tardif

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin,
Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert,
Jacques L. Boucher, René Boudreault,
Raymonde Bourque, Guy Dufresne,
Jean-Marc Éla, Vivian Labrie, Jean
Pichette, Jean-Paul Rouleau

BUREAUX

25, rue Jarry ouest
Montréal H2P 1S6
tél.: (514) 387-2541
télé.: (514) 387-0206

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 28,00\$ (taxes incl.)
Deux ans: 49,00\$ (taxes incl.)
À l'étranger: 29,00\$
Abonnement de soutien: 75,00\$
Visa et Mastercard acceptés

TPS: R119003952
TVQ: 1006003784

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repères* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes en s'adressant à *University Microfilm*, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor Michigan 48106-1346 USA.

Envoi de Poste-publication - Enregistrement no 09261

L'été s'en vient! C'est bizarre, mais chaque année nous aspirons de tout notre être à ce changement de saison: désir tenace venu de loin, besoin impérieux de nouveauté qui nous fait quitter vêtements chauds et vieilles mitaines. Le soleil, les lacs, le camping, le contact avec la nature ou un séjour à l'étranger vont nous entraîner loin de nos rivages habituels. Pour un temps, nous sommes invités à laisser derrière nous le brouhaha du monde, nos préoccupations, légitimes certes mais souvent encombrantes, pour laisser place au rêve et à l'accueil de l'imprévu.

L'été s'en vient! Oserons-nous prendre le large, alors que les armes ensanglantent la planète, que des injustices criantes ne sont toujours pas résolues, que des responsables politiques

L'ÉTÉ S'EN VIENT!

inculpés ne sont pas jugés? Pas facile de couper avec cette actualité qui nous tient tant à cœur. Il arrive même que ce monde pèse lourd sur nos épaules. Bienfaitantes vacances qui nous convient à une certaine démaîtrise. Occasion nous est donnée de prendre davantage conscience à la fois de l'étendue de nos responsabilités et des limites dans lesquelles se déroule notre action. Puisseons-nous évaluer nos engagements et nos luttes pour puiser une force neuve et trouver de nouvelles raisons d'agir.

L'été s'en vient! Pendant que nous prendrons du repos et goûterons la joie des retrouvailles avec nous-mêmes, avec la famille et les amis, d'autres travailleront pour nous. Nous ferons confiance à ceux et celles qui assureront le relais. Et le monde ne s'en portera pas plus mal. Quand le moment sera venu, nous rendrons la pareille et les autres nous accorderont leur confiance. Ainsi va la solidarité.

Pour que vous puissiez partir en vacances avec ce dernier *Relations*, l'équipe l'a voulu un peu moins sérieux que les numéros auxquels vous êtes habitués. Nous avons fait une place de choix aux arts et à la culture. Le dossier traite du cinéma et du plaisir de voir des films; les pages *Lectures du mois* rassemblent des critiques de romans récents. Vous aurez tout votre temps pour retrouver des auteurs appréciés et vous préparer à vivre les festivals du film, à Montréal ou en région.

Vous aurez aussi tout votre temps pour répondre, si vous ne l'avez déjà fait, à l'enquête que nous avons lancée le mois dernier et que des lecteurs zélés nous ont déjà retournée. Merci de cette contribution à la qualité de la revue! Soyez sûrs que nous vous en donnerons des nouvelles très prochainement.

Anne-Marie Aitken

face à l'actualité

avec Jean Bellefeuille, Abby Lippman,
Marie-Paule Malouin et Françoise Nduwimana

COMPASSION! QUE DE CRIMES ON COMMET EN TON NOM!

**Les défenseurs de la veuve et de l'orphelin, sous couvert
de bons sentiments, n'hésitent pas à sacrifier bien des innocents.**

Vous souvenez-vous de Mme Roland? Condamnée à la guillotine, en 1793, par le Tribunal révolutionnaire, elle a lancé, juste avant de mourir, cette phrase devenue célèbre: «Liberté! Que de crimes on commet en ton nom!» Je pense souvent à elle, ces temps-ci, en parcourant l'actualité. Mais aujourd'hui, me direz-vous, on ne condamne plus au nom de la liberté. Certes non. On ne s'en prive pas toutefois au nom de la compassion. Notre époque a même inventé le *meurtre par compassion*. Mieux encore, l'OTAN vient d'inventer la *guerre par compassion*.

J'imagine sans peine la souffrance d'un père devant son enfant lourdement handicapée. Est-ce que je ne *souffre* pas un peu semblablement avec mon propre père, à demi paralysé, cloué à son fauteuil roulant et qui, jour après jour, espère et réclame la mort? La disparition de ce père chéri ne serait pas qu'allègement de sa souffrance, je le sais. Elle serait aussi soulagement de la mienne, car j'accepte mal de voir celui qui a veillé sur mon enfance, diminué et dépendant, vulnérable et si

fragile. Ma profonde sympathie pour Robert Latimer ne m'empêche donc pas de frissonner à l'évocation du meurtre par compassion. Quant un meurtrier légitime par elle son crime, que cherche la compassion? Voilà l'une des nombreuses questions que je me pose.

Les frappes de l'OTAN, elles aussi, se fondent sur notre compassion. Les chefs militaires de l'Alliance ne nous répètent-ils pas que c'est pour protéger les Kosovars contre le nettoyage ethnique de Slobodan Milosevic qu'ils frappent encore et encore? Nous ne sommes pas en guerre contre la Serbie, nous dit-on, nous combattons le diable Milosevic. Que ce démon soit toujours bien en vie après plusieurs semaines de frappes, que le territoire des Serbes et non l'enfer soit dévasté, que meurent des Serbes, des Albanais et même des Chinois, pas des damnés, peu importe. Nous ne sommes toujours pas en guerre contre la Serbie.

À bien y réfléchir, l'OTAN dit vrai: ce n'est pas une guerre. Faire la guerre implique d'être prêt à mourir. Certains sont morts

par le passé, souvent pour des intérêts sordides, parfois pour d'honorables causes. On peut admirer ceux qui sont prêts à sacrifier leur vie pour de nobles idéaux. Mais que penser de ceux qui sont prêts à y sacrifier la vie des autres, mais surtout pas la leur? De ceux qui sont prêts à combattre comme ils jouent au hockey ou au baseball, confortablement assis dans leur salon?

On l'a dit, cette guerre-là en est une de lâches. Mais elle est pire encore. Avec des objectifs précis à faire sauter, en mettant en péril la vie d'innocents, mais sans placer en danger celle des assaillants, les frappes de l'OTAN ont tout des actes terroristes, le plus ignoble des combats. En faisant régner la terreur, promouvoir les valeurs occidentales, tel est donc le marché que nous propose l'OTAN devenue, mine de rien, l'Organisation terroriste de l'Atlantique-Nord.

L'OTAN, privée de sa mission initiale, s'en cherche une autre. Déguisés en preux chevaliers portant les couleurs de l'Occident, des chefs militaires nous proposent, disent-ils, de défendre nos valeurs. La stratégie est habile. La génération du *baby-boom* et ses acolytes, nés quelques années plus tôt ou quelques années

plus tard, se trouve aujourd'hui aux postes de commande en Occident. C'est elle aussi qui forge l'opinion publique. Or, ces *enfants des fleurs* gardent en mémoire le mot d'ordre qui les a ralliés durant leur jeunesse: «Faites l'amour, pas la guerre». La trouvaille de l'OTAN a été d'appeler aux armes au nom de l'amour d'autrui, au nom de la compassion envers les Kosovars.

«Faites la guerre par amour», voilà où nous en sommes. Voulons-nous de ce nouveau mot d'ordre? Moi, je me méfie, je vous l'avoue, de ces défenseurs de la veuve et de l'orphelin qui, en apparence bardés de leurs seuls bons sentiments, mais en réalité hors de tout danger, sont prêts à consentir à tant et tant de «dommages collatéraux». Garde-toi de ces prétendus preux chevaliers qui, au nom de la compassion, n'hésitent pas à sacrifier l'innocent, voilà le conseil que je me donne par les temps qui courent. Quand je ne me répète pas, en l'adaptant à l'ordre du jour, la phrase célèbre de Mme Roland: «Compassion! Que de crimes on commet en ton nom!» ■

Marie-Paule Malouin

JOURNÉES SOCIALES DU QUÉBEC À HULL

Organisées régulièrement à tous les deux ans, ces journées deviennent presque une tradition.

«**L**e politique doit être investi par celles et ceux qui sont les premiers touchés par les décisions qui se prennent.» Cette affirmation de la *Déclaration de Hull* a été applaudie par les 475 participantes et participants aux quatrièmes Journées sociales du Québec¹ qui se sont tenues au Cégep de l'Outaouais à Hull les 7, 8 et 9 mai derniers.

475 personnes engagées en pastorale sociale, provenant du milieu paroissial, des groupes populaires et communautaires, de communautés religieuses, de mouvements de jeunes, d'organismes centrés sur la justice sociale; 475 personnes déléguées de Rimouski, du Saguenay-Lac St-Jean, de l'Abitibi, de Sherbrooke, de Nicolet, de Montréal, et de neuf autres régions du Québec et hors Québec; 475 personnes venues apprendre à donner des mains à leur espérance - thème du colloque - en se disant les unes aux autres, à travers le récit analysé de leurs expériences, comment tisser les solidarités nécessaires à la réalisation de projets collectifs durables.

«Ces personnes ne veulent pas être des spectateurs des décisions qui les concernent. Ces personnes veulent devenir des acteurs, alors que tout un système veut les réduire au rôle tellement plus inoffensif de clients», proclame la *Déclaration de Hull*.

C'est en analysant en ateliers et en plénières et en partageant les fruits de dix-huit projets réalisés dans diverses régions du Québec que les participantes et participants aux Journées sociales de Hull ont compris qu'il était encore possible d'espérer des transformations sociales en vue d'une plus grande justice, qu'il était encore possible de se regrouper, de faire des alliances, d'investir le politique et de créer une coopérative de logements

sociaux, un parc municipal, une garderie populaire, voire une loi sur l'élimination de la pauvreté.

Les Journées sociales ont fait ressortir que si les chrétiens et chrétiennes engagés socialement dans le Québec ne manquent pas d'initiatives de toutes sortes pour aider leurs concitoyens à sortir de la pauvreté, ils ont par ailleurs une difficulté réelle à intégrer dans leur projet les autres organismes communautaires du milieu et encore plus de difficulté à se faire des alliés plus institutionnels: caisse populaire, chambre de commerce, commission scolaire, échevins, députés... surtout si se présente à l'ordre du jour la perspective de compromis nécessaires.

Mais investir le politique, c'est plus que cela encore. Comme le faisait remarquer un participant à l'atelier régional, on ne peut pas vouloir une société à visage plus humain et se désintéresser des enjeux électoraux, ne pas vouloir investir aussi LA politique. Il y a là un programme pour les prochaines Journées sociales...

Dans son éloquent discours de clôture, Guy Paiement affirmait que ce rassemblement s'enracinait dans l'expérience que le Souffle est toujours présent². Un Souffle partagé pour écrire ensemble une page d'histoire. En invitant Vanessa, 4 ans, à le rejoindre sur scène, Guy nous indiquait qu'il y avait une place pour chacun dans cette société. Et, comme une femme enceinte,

1. Les Journées sociales du Québec constituent un réseau de groupes et de personnes chrétiennes qui sont préoccupées par la justice sociale au Québec. Elles tiennent des rencontres nationales à tous les deux ans.
2. C'est sans doute cette concentration extraordinaire de Souffle qui a provoqué la mini-tornade qui a secoué le centre-ville commercial de Hull, cette journée-là: «Tout à coup survint du ciel un bruit comme celui d'un violent coup de vent», *Actes 2,2*.

notre société veut enfanter du neuf. Nous avons toutes et tous à devenir les sages-femmes de l'enfantement de cette société toujours neuve, a-t-il lancé.

La *Déclaration de Hull* a bien illustré ce qu'avaient dans le coeur ces 475 participants réunis au nom de leur foi, à la recherche d'une espérance: «Car une interpellation demeure, qui poursuit depuis des siècles celles et ceux qui veulent agir: Et toi, qu'as-tu fait de ton frère?» Ton frère qui est le Christ présent dans «ce chômeur épuisé qui désespère,...cette assistée sociale

qu'on culpabilise,...ce cortège tragique de réfugiés anonymes qui errent dans tous les coins du monde».

Avouons en conclusion que l'un des principaux fruits et l'un des plus grands plaisirs de ces Journées sociales fut de se retrouver simplement ensemble, entre chrétiennes et chrétiens engagés socialement, afin de resserrer nos liens et de partager nos convictions. ■

Jean Bellefeuille

LE PRIX DE LA PARTICIPATION

La consultation devient un leurre quand les citoyens en sont exclus, faute d'argent.

D'abord, il y eut un symposium sur la sauvegarde de l'eau et son utilisation, ensuite une conférence internationale sur la protection de la vie privée. En juin, il s'agit d'une rencontre organisée par l'Institut de recherche international de Montréal, pour réfléchir sur l'impact des nouvelles technologies de l'information sur le système de santé du Québec. Des sujets qui touchent de près à la vie des Québécois.

Difficile de ne pas avoir envie de s'inscrire à ces événements dès que la nouvelle nous en parvient. Après tout, comme citoyens, nous désirons dire notre mot sur les politiques qui vont affecter notre santé, notre sécurité et notre bien-être. Cependant, il nous est difficile – voire impossible – de retenir notre colère quand nous réalisons que la plupart d'entre nous seront tenus à l'écart de ces rencontres. Les obstacles financiers sont tels que seuls les plus fortunés ont la possibilité de prendre part à la discussion sur certains enjeux actuels. Et cette pratique discriminatoire semble s'étendre à de plus en plus de sphères aux sujets brûlants.

En septembre 1997, par exemple, si vous vouliez participer aux débats sur le droit à la vie privée, droit fondamental qui concerne tous les citoyens, cela vous coûtait 1424\$, pour deux jours et demi de session plénière et d'ateliers. Cette même année, d'autres colloques étaient moins dispendieux: 250\$, à Montréal, pour discuter, entre autres, de la privatisation de l'eau, pendant à peine deux jours; 550\$ (taxes en sus) à Toronto, pour une conférence d'une journée sur les incidences de la bioéthique. Mais l'inflation semble avoir atteint le circuit des conférences. L'événement de juin coûte 1995\$, sans les taxes, à ceux qui s'inscrivent rapidement au cours du mois de mars, et 300\$ supplémentaires aux retardataires!

Il est évident que les sujets abordés lors de ces conférences sont importants et doivent faire l'objet d'une véritable discussion publique. Voulons-nous que l'eau devienne un nouveau produit sur le marché? Quelles protections vont nous assurer que l'information privée ne sera ni vendue ni achetée, ni mise à la disposition d'autres personnes sans notre contrôle? Voulons-nous que des données personnelles soient inscrites sur notre carte de santé électronique sans que nous y ayons accès?

Il est évident aussi que les tarifs demandés par les organisateurs de ces conférences signifient que les citoyens et les

groupes communautaires ne peuvent pas prendre part à ces discussions. Et cette pratique ne se limite pas aux conférences et aux symposiums. De plus en plus, nous sommes témoins de l'accroissement des consultations et du désir des gouvernements et de certains bailleurs de fonds de connaître le point de vue du public. Mais les paroles ne sont suivies d'aucune mise en oeuvre d'un processus démocratique.

Par exemple, durant ces derniers mois, entre autres initiatives dans le monde de la santé, le Canada a inauguré un processus de renouvellement de sa stratégie biotechnologique, la restructuration de la Direction générale de protection de la santé et le développement du Système national de surveillance de la santé. Dans tous les cas, on a voulu mettre le public à contribution. Mais pour se joindre au débat, il faut, entre autres, être rapide, avoir un accès facile à Internet, pouvoir obtenir des congés, avoir un moyen de locomotion et être capable de comprendre des questions souvent très complexes. La documentation n'est pas toujours rendue publique et, quand elle l'est à temps, les indications données pour faire des projets ou du travail préparatoire à la maison sont nettement insuffisantes.

La démocratie ne fleurit pas sur l'exclusion et ne peut se réduire au sondage d'opinion. Les citoyens ont le droit de prendre part au développement des politiques qui les concernent tous et les gouvernements ont le devoir de les associer à ces discussions. Cependant, il se trouve qu'on restreint ce droit et les gouvernements manquent à leurs obligations quand ces consultations sont organisées, comme elles tendent à l'être aujourd'hui, de manière à ce que seuls les bien-nantis puissent y prendre part.

Je suis fatiguée d'entendre surtout parler des «partenaires» et très peu des citoyens. Les partenaires sont généralement membres de groupes restreints, qui défendent leur intérêt. Les plus riches d'entre eux et ceux qui ont de grosses fortunes peuvent se payer le luxe d'assister à de multiples conférences et consultations. Les autres, tels les groupes communautaires, les organisations féministes, les coalitions pour la justice et l'égalité, pourtant considérés eux aussi comme des partenaires, sont laissés pour compte à cause des politiques d'exclusion pratiquées de fait.

Le temps n'est-il pas venu de mettre fin à cette mascarade de consultation et de remplacer ce que l'on pourrait appeler le

«libéralisme d'intérêt de groupe» par une participation communautaire? La manière dont les choses sont ordinairement gérées actuellement ne dessert pas les intérêts des citoyens.

Ces conférences et les consultations gouvernementales utilisent des fonds qui proviennent directement ou indirectement des fonds publics, c'est-à-dire de nos impôts. Ne devrions-nous pas réclamer des mesures qui permettraient la pleine participation des gens ordinaires et des groupes communautaires? Cela impliquerait non seulement de proposer des tarifs d'inscription abordables, mais aussi de mettre à la disposition de ces individus les ressources nécessaires en temps et en informations

non biaisées pour qu'ils puissent débattre entre eux des questions à traiter. C'est à cette condition qu'ils pourront être de véritables participants. S'il n'est pas acceptable que des barrières physiques excluent des individus de la vie sociale et politique, il n'est pas plus acceptable que des barrières économiques excluent la grande majorité des citoyens des discussions concernant des questions fondamentales qui engagent leur mode de vie au XXI^e siècle. ■

Abby Lippman

Faculté de médecine, Université McGill

DE LA DIGNITÉ HUMAINE AUX ÉTATS-UNIS!

Des allumettes au président américain pour qu'il rallume la flamme de la statue de la liberté!

«**J**e pense que partout dans le monde, les gens aspirent à être traités dignement [...]. Ce sont les droits fondamentaux de tous les êtres humains, où qu'ils vivent.» Bill Clinton, juin 1998. «*Tout le monde dit que l'Amérique est le pays des droits humains. J'ai pensé que je m'étais trompée de pays.*» Paroles d'une réfugiée détenue pendant quatorze mois, dans des conditions très pénibles, avant d'obtenir l'asile. Ces deux discours aux antipodes expliquent le titre donné par Amnesty Internationale à son rapport 98 sur les violations des droits humains aux États-Unis, *Le paradoxe américain*.

Se définissant en même temps comme une démocratie moderne, un état de droit et un pilier du droit international, les États-Unis sont supposés être régis par des lois et des principes garantissant les mêmes droits et libertés à tous les individus, tant sur le plan national qu'international. Pourtant le rapport d'Amnesty Internationale est à ce point accablant que force est de constater que, malgré leur inscription dans les textes de loi américaine, ces principes s'avèrent, pour nombre de situations, nuls et sans effet.

Le rapport s'articule autour de quatre grosses violations: les brutalités policières, les mauvais traitements dans les établissements pénitentiaires, les demandeurs d'asile traités comme des criminels, ainsi que la peine de mort.

En ce qui concerne les victimes, le rapport établit un lien entre l'appartenance aux minorités raciales, la communauté noire en l'occurrence, et le degré d'affectation. Mais il montre également que selon la gravité du crime, la justice américaine applique la même peine sans aucune considération. Ainsi donc, dans certains cas, les mineurs et les malades mentaux ont été condamnés à mort et exécutés, les femmes enceintes détenues ont été obligées de porter des chaînes aux poignets, aux chevilles et à la taille; les demandeurs d'asile ont été emprisonnés dans les mêmes cellules que les criminels.

Plus qu'un paradoxe, les systèmes policier, carcéral, pénal et judiciaire américains soulèvent un débat d'éthique, de morale et de déontologie. On aurait effectivement du mal à trouver une raison justifiant qu'une femme donne naissance menottes aux

poignets, fers aux pieds; que de façon répétitive, les patrouilles de police tirent sur des enfants ou sur des citoyens ordinaires non armés, et justifient ces crimes en invoquant «la confusion». Comment en effet ne pas protester quand la coïncidence veut que, majoritairement, les victimes appartiennent aux minorités raciales.

Le traitement infligé aux détenus, quant à lui, rappelle l'époque de l'esclavage. Plusieurs établissements pénitentiaires américains sont encore des lieux où, durant l'incarcération, les prisonniers sont obligés d'être liés par la chaîne des forçats.

Pendant que de telles violations sont orchestrées sur le sol américain, le président américain et la secrétaire d'État parcourent le monde en prônant la liberté et les droits humains. Pourtant, même sur le plan international, les États-Unis se caractérisent toujours par un comportement paradoxal. Sans nier le rôle crucial joué dans l'élaboration de plusieurs conventions internationales, on est frappé de voir qu'au moment de passer à l'acte, les États-Unis y opposent souvent une fin de non recevoir. Ce pays n'a pas encore ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que le Pacte relatif aux droits socioéconomiques et culturels. Le Pacte relatif aux droits civils et politiques est en théorie ratifié, mais les nombreuses réserves émises par les États-Unis l'ont rendu caduc. C'est notamment le cas du protocole additionnel recommandant l'abolition de la peine de mort. Il est enfin important de signaler que les États-Unis sont ouvertement opposés à la création d'une cour criminelle internationale permanente, indépendante du conseil de sécurité de l'ONU.

Dans sa campagne 99, Amnesty Internationale entend «*envoyer des allumettes au président américain pour qu'il rallume la flamme de la statue de la liberté.*» Il y va de la dignité de ce jeune noir tué injustement, de ces 3300 prisonniers en attente dans les couloirs de la mort, de ce bagnard violé par les gardiens de prison, de cette femme qui donne naissance pendant que ses bras sont ligotés... ■

Françoise Nduwimana



J'aime le cinéma!

Sous les étoiles des cinémas à ciel ouvert ivoiriens, j'ai découvert *Oliver!* du Britannique Carol Reed, ou *Le Grand Meaulnes* du Français Albicocco. C'est dans un club privé nigérian que j'ai vu *Bonnie and Clyde* de l'Américain Arthur Penn et dans un cinéma commercial ghanéen que j'ai admiré *Rashomon* du Japonais Kurosawa. Au centre culturel français de Port-au-Prince, c'était *Siméon* de la Martiniquaise Euzhan Palcy qui exprimait l'imaginaire créole...

Ici même, à Montréal, le Kino-Club de Roch Demers, le Verdi ou l'Outremont de Roland Smith, le Ouïmetoscope et tant d'autres cinémas de répertoire, qui ont pris la relève des ciné-clubs de collègues ou des salles paroissiales, m'ont permis la rencontre aussi bien du *Sang du condor* du Bolivien Sanjines que des *Chevaux de feu* de l'Ukrainien Paradjanov, du *Mandat* du Sénégalais Sembene Ousmane que du *Déclin de l'empire américain* du Québécois Denys Arcand.

D.B.

J'AIME LE CINÉMA!

par Dominique Boisvert

Partout sur la planète, des centaines de millions d'hommes et de femmes vont chaque année rire ou pleurer, rêver ou se défouler, s'émouvoir ou s'évader grâce à ces images animées, «inventées» il y a un siècle environ. On projette dans des palais ultra sophistiqués ou de village en village, en plein air sur les dunes, sur grand écran ou chez soi grâce au magnétoscope, les derniers *blockbusters* ou les classiques impérissables du muet et du noir et blanc. Mais partout la magie opère: les images nous content des histoires et nous font découvrir le monde.

Difficile de cerner cet attrait du cinéma. Les humains ont un grand appétit pour la nouveauté: du kinétoscope jusqu'au multimédia, en passant par le «parlant», la couleur, le cinémascope et IMAX, le cinéma n'a cessé de se renouveler et de surprendre. Les humains aiment se reconnaître dans des histoires et se projeter dans des héros: le cinéma y ajoute l'attrait de l'image aussi bien dans l'austérité du néo-réalisme italien que dans la science-fiction débridée de *Star Wars*. Les humains veulent de tout temps voyager et comprendre l'univers: le cinéma met à leur portée des moyens que la plupart n'auraient jamais eus autrement. Évasion, catharsis, apprentissage, plaisir esthétique: le cinéma en offre vraiment pour tous les goûts.

Presque tout de suite, ce qui était d'abord de la «photographie qui bouge» avec *L'arrivée d'un train en gare*, des frères Lumière, a pu aussi raconter la fiction et même imaginer le futur, comme avec *Le voyage dans la lune* de Georges Méliès. Le potentiel, tant économique que culturel et idéologique, de ce nouveau moyen de communication a vite attiré les convoitises: Européens et Américains se sont dès le départ disputé les brevets d'invention, les moyens de production et surtout les circuits de distribution des films. Dans son film *La conquête du grand écran*, André Gladu rappelle que l'omniprésence du cinéma

américain dans nos salles était un phénomène contre lequel les pionniers du cinéma québécois devaient déjà lutter dès le début du siècle! Si le cinéma fut vite reconnu comme «le septième art», sa fonction de divertissement en fit aussi, dès le départ, une industrie qui devait se développer, comme tous les autres moyens de communication au cours du XXe siècle, pour devenir un «médium de masse'. Et l'influence du cinéma pour propager des idées auprès de l'opinion publique explique l'intérêt qu'Allemands et Américains lui accordaient, par exemple, avant et durant la

*Évasion, catharsis,
apprentissage, plaisir
esthétique: le cinéma
en offre vraiment pour
tous les goûts.*

Seconde Guerre mondiale, des *Dieux du stade* de Leni Riefenstahl à *Pourquoi nous combattons* de Frank Capra.

Les débats d'aujourd'hui sur le cinéma sont de toujours: influence culturelle hollywoodienne, cinéma d'auteur ou produit de consommation, outil de libération ou opium des masses, essor ou déclin du 7e art? Seule l'importance de l'argent impliqué et la multiplication des moyens technologiques disponibles ont changé. On croyait que la télévision tuerait le cinéma: elle est devenue l'un de ses principaux diffuseurs! On croyait que la location de vidéocassettes viderait les salles: elle a permis de rendre accessibles à tous de véritables cinémathèques et a forcé les propriétaires de cinéma à innover. On croyait que les budgets astronomiques des films rendraient le tournage inaccessible aux jeunes auteurs: ceux-ci inventent de nouvelles façons plus légères

et moins académiques de raconter leurs histoires.

Certes, ils ont du mal à trouver des écrans et des circuits de diffusion face à l'envahissement des *Titanic* et autres *Jurassic Park* américains; mais cela a toujours été le cas, et pas seulement en matière de cinéma! Ce qui n'empêche pas les cinéastes d'ici comme de partout dans le monde de continuer, opiniâtement, à proposer leur vision du réel et à mettre leur imaginaire en images. Même un continent aussi démuné que l'Afrique produit chaque année des dizaines de longs métrages et des centaines de films qui sont comme autant de bouteilles à la mer, messages et visions proposés à un public incertain.

Faut-il «apprendre» à regarder le cinéma et la télévision comme on apprend à lire? Les «succès de foules», souvent très différents des appréciations de critiques cinéphiles, nous disent-ils quelque chose d'important sur les rapports entre cinéma et culture? Gaston Roberge, spécialiste du cinéma en Inde, nous oblige à dépasser les idées reçues et fait entrevoir toute la richesse du cinéma.

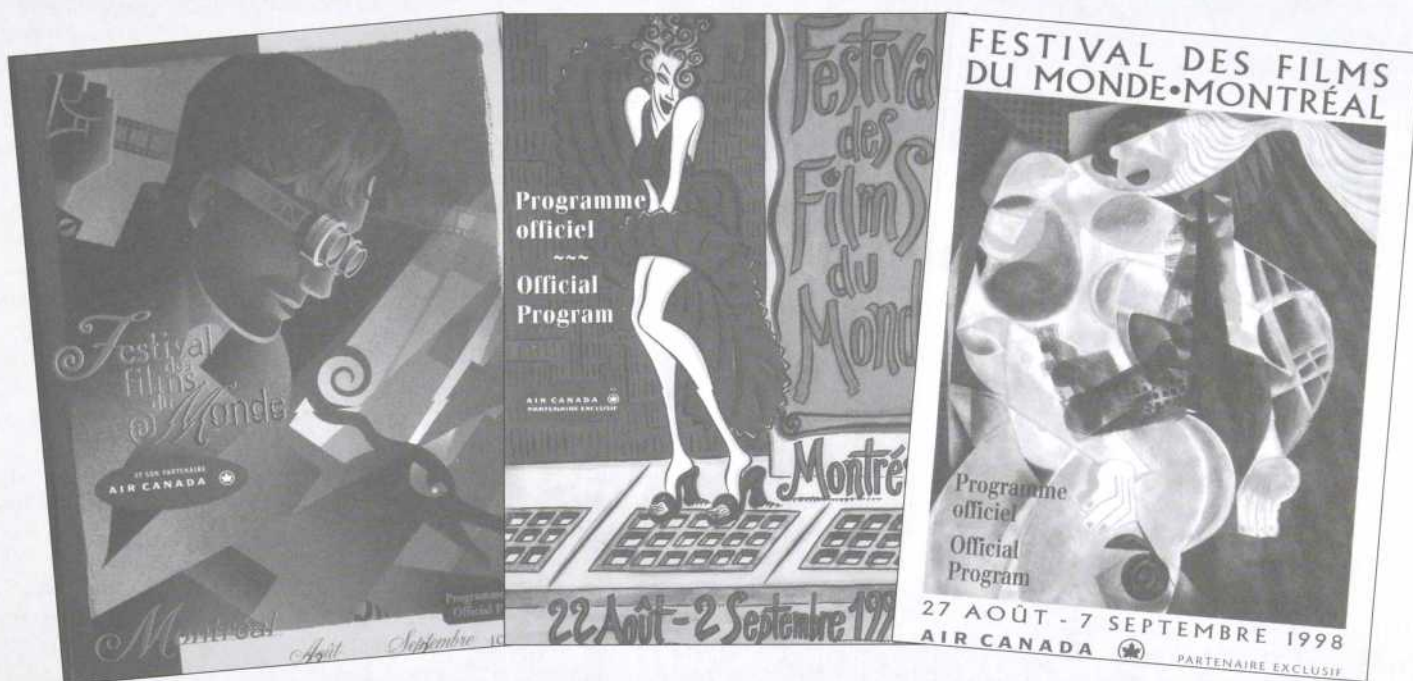
Le cinéma peut-il, à travers et au-delà du divertissement, contribuer à transformer le monde? Et l'effort pour dire et réfléchir le réel, souvent associé au cinéma documentaire, a-t-il encore sa place? Trois documentaristes québécois partagent leur expérience.

Quant à la fête du cinéma, elle est ici, et particulièrement à Montréal, presque permanente: on peut, à travers ses innombrables festivals et manifestations thématiques, y rencontrer le monde, ses rêves et ses misères, dans presque toutes les langues, les couleurs et les croyances. L'été est là. Bonnes vacances et bon cinéma! ■

1. Cette évolution fulgurante, motivée essentiellement par des considérations économiques, est racontée dans *La société des médias* de Peppino Ortoleva, collection XXe siècle, Éd. Casterman-Giunti, 1995, 187 p.

LE MONDE À VOTRE PORTE

par Dominique Boisvert



Chaque année, fin août, c'est la fête du cinéma: depuis 1977, Serge Losique y partage avec le public son Festival des films du monde (FFM). Et l'édition de 1998 a encore une fois confirmé les deux caractéristiques indissociables du FFM: la participation très nombreuse du public et la très grande diversité des films de tous les coins du monde.

Si les commentateurs ont beaucoup critiqué le FFM et louangé le Festival de Toronto, qui réussit de plus en plus à monopoliser la présence des grands producteurs, distributeurs et vedettes cinématographiques, cette «querelle des Festivals» illustre avant tout à quel point le cinéma est devenu plus que jamais une industrie tout autant qu'un art ou une parole

de cinéaste, et combien la compétition devient féroce pour les subventions, l'attention des médias et le budget loisir des consommateurs.

Pourtant, le public à Montréal¹ démontre, année après année, qu'il existe un vaste bassin de cinéphiles intéressés par autre chose que la superproduction hollywoodienne. Et, heureusement pour nous, Montréal demeure encore l'une des villes au monde où l'on a accès au cinéma le plus riche et le plus diversifié. Sa double identité européenne et nord-américaine et la très grande diversité culturelle de sa population y sont pour beaucoup. Il suffit de se rappeler

la quantité de «festivals» spécialisés qui se partagent le calendrier annuel: Vues d'Afrique, Images du monde arabe, Fant-Asia, Rendez-vous du cinéma québécois (qui se transportent aussi ailleurs, au Québec et au Canada), festivals sur le cinéma expérimental et les nouveaux médias, sur l'art, sur les autochtones, sur les gais et lesbiennes, sur l'Amérique latine, le cinéma juif, le documentaire, le cinéma pour enfants, etc. Sans parler des nombreuses rétrospectives sur les meilleurs films des «100 ans du cinéma», des «50 ans du Festival de Cannes», de certains réalisateurs et de divers pays présentées par la Cinémathèque québécoise, le Goethe Institute, le cinéma Impérial, certains ciné-clubs universitaires ou collégiaux, les quelques salles de repertoire qui subsistent, etc.

Les régions québécoises ne sont d'ailleurs pas en reste, puisque plusieurs festivals, parmi les plus attachants, ont lieu depuis des années hors métropole: le Fes-

1. De la région montréalaise bien sûr, mais aussi d'ailleurs au Québec et même de l'extérieur: j'en connais qui, depuis des années, choisissent leurs vacances en fonction du FFM.

tival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue, celui de Baie-Comeau, celui de Sept-Îles (*le Ciné-7*), celui de Ste-Thérèse consacré surtout aux premières oeuvres, le Carrousel international du film de Rimouski pour les jeunes, mais aussi d'autres initiatives consacrées au cinéma de qualité comme le cinéma *Le Clap* à Québec, depuis près de 15 ans, ou le *Ciné-Campus* à Trois-Rivières, depuis plus d'un quart de siècle!

Certes, l'influence des mégaproductions américaines demeure très forte, partout dans le monde, surtout au plan quantitatif: ce n'est guère étonnant, compte tenu de leur efficacité technique et narrative, de leurs budgets de promotion qui dépassent souvent largement à eux seuls le budget total de la plupart des films tournés ailleurs. Pourtant, des milliers de films, grands et petits, continuent de se tourner aux quatre coins du globe³, exprimant autant de visions du monde et remplaçant l'impact quantitatif par l'influence qualitative. L'analogie avec les livres est d'ailleurs éclairante: la diffusion cinématographique se comporte comme si les librairies vendaient presque uniquement des best-sellers américains et comme si presque tous les autres livres, de partout dans le monde, n'étaient accessibles que dans les salons du livre⁴. Pourtant, malgré la «marchandisation» grandissante du livre, on publie partout plus que jamais. L'influence d'un livre ne se mesure pas qu'à son tirage.

Le cinéma change

Un siècle après sa naissance, le cinéma est plus vivant que jamais. Mais s'il a toujours évolué (qu'on se rappelle la révolution qu'a constituée l'arrivée du parlant, puis les expériences multiples concernant la couleur et les formats d'écran), les changements actuels s'accroissent, comme dans tous les autres domaines.

On continue de faire des films, dans la plupart des pays, même si les structures de production se transforment, si l'appui des institutions gouvernementales est à la baisse et si les coûts grandissants ont souvent tendance à faire primer les impératifs commerciaux sur les choix artistiques. Peut-être pour cette raison, de jeunes cinéastes imaginent d'autres façons plus légères et économiques de tourner leurs

films, et le cinéma «indépendant» (par opposition aux «majors» d'Hollywood) se développe aux États-Unis⁵. Ici même, la relève québécoise est nombreuse et diversifiée grâce, entre autres, à cette pépinière qu'a été, pendant onze années, *La course Destination monde* produite par Radio-Canada.

Les «concurrents» redoutables que devaient être la télévision, puis la location de vidéocassettes ont été peu à peu mis à

Le FFM, c'est un fabuleux voyage sans frontières, à travers des pays, des cultures et des imaginaires, mais aussi à travers le temps.

profit par le cinéma qui trouve en eux, de plus en plus, un débouché important tant pour leur financement que pour leur diffusion. Plusieurs canaux de télévision sont d'ailleurs maintenant spécialisés dans le cinéma; et les magasins de vidéos, d'abord développés pour la location de cassettes, puis de vidéodisques, vendent aujourd'hui de plus en plus de ces produits. Sans tuer le cinéma en salles (le nombre d'écrans et de salles a augmenté de 54% au Québec entre 1992 et 1996, le nombre de spectateurs, de 36% et les recettes, de 32%), la diffusion vidéo a peu à peu permis la constitution de véritables vidéothèques,

rendant ainsi accessibles, sur demande, d'innombrables oeuvres jusqu'ici très difficiles d'accès. Au fond, la vidéo a donné au cinéma, dont la pérennité était si fragile au-delà de la «carrière commerciale initiale», le support technique nécessaire pour fournir aux images ce que la bibliothèque est aux écrits.

On assiste à de profondes transformations des salles: on est d'abord passé des cinémas à un seul écran aux multiplex et maintenant aux mégaplex (au Québec, déjà 26% des cinémas possèdent de 5 à 9 écrans, 8% ont plus de 10 écrans et les nouveaux projets regroupent toujours plus d'écrans); et ces mégaplex ne sont plus de simples cinémas: ils sont conçus de plus en plus comme des «centres de multidivertissements» pouvant accueillir toute la famille pour de nombreuses heures en regroupant sous un même toit restaurants, cinémas à horaires multiples, arcades, magasins de «produits dérivés», centres de jeux, etc.

Finalement, le cinéma traditionnel (un film, un écran, une histoire) est de plus en plus bousculé, transformé, enrichi par les multiples progrès technologiques, souvent issus ou influencés par l'informatique et ses innombrables dérivés. Le septième art doit maintenant composer avec les techniques du multimédia, les diverses formes d'intégration que sont les «performances», la fabrication d'acteurs par ordinateurs, l'interactivité, etc. Il suffit de regarder les publicités télévisées actuelles pour constater que nous sommes à des années-lumière, en termes de moyens technologiques de production, des publicités d'il y a à peine cinq ans!

2. Au Québec, par exemple, pour 1996, le cinéma américain fournissait environ 60% des films exploités en salles, mais 87% des recettes globales. Même quand la production cinématographique nationale augmente de façon importante (comme au Royaume-Uni), sa part des recettes demeure généralement modeste (entre 2,7% au Québec et 18% en Suède), sauf en France où les films français génèrent 37,3% des recettes. Pour l'ensemble de l'Europe des quinze, les films américains accaparent 70% des écrans en 1996 et l'ensemble des films nationaux, 19%. Pendant ce temps, aux États-Unis, la part des films étrangers sur les écrans varie, selon les années, entre 1% et 3%.
3. C'est encore en Inde qu'il se tourne le plus de longs métrages (693 en 1998 et jusqu'à 940, il y a quelques années), même si les États-Unis ont maintenant des chiffres comparables (plus de 40% des films produits aux USA ne sont jamais exploités

en salle, mais plutôt à la télévision ou directement sur vidéo). L'ensemble de l'Europe des quinze a produit 650 longs métrages en 1996 (dont le Royaume-Uni 121, l'Italie 99, l'Espagne 91, l'Allemagne 64 et la France 134). La même année, le Japon produisait 278 longs métrages et le Québec, 31 des 53 films produits au Canada.

4. L'image vient d'un bon portrait des problèmes de distribution tracé par Louis Dusault, «Cinéma québécois, cinéma européen, même combat!» in *La Presse*, 24 janvier 1996, p. B3.
5. L'influence dominante des films hollywoodiens à travers le monde ne doit pas nous faire oublier la richesse et la diversité du cinéma américain. La revue *The Nation* consacre d'ailleurs, dans son numéro du 5 au 12 avril 1999, un remarquable dossier à l'analyse politique du cinéma d'Hollywood (p. 11-56).

Sans compter que d'après les spécialistes réunis au premier Marché international des nouvelles technologies (MINT), en marge du FFM, la convergence des progrès technologiques a atteint un point de non-retour: on peut encore débattre des délais et des moyens pour y arriver, mais la télévision, l'ordinateur et le téléphone seront de plus en plus intégrés dans nos maisons pour fournir le nouveau support à

toute une gamme de services, d'informations et de loisirs «consommés chez soi et à la carte» (le «web-tv» en est, après «videoway», le plus récent exemple). Plusieurs films sont dorénavant tournés directement pour les vidéocassettes (sans carrière commerciale sur les écrans), et avec une approche et des débouchés multimédias comme les jeux sur cédéroms, etc.

Pourquoi encore aller au FFM?

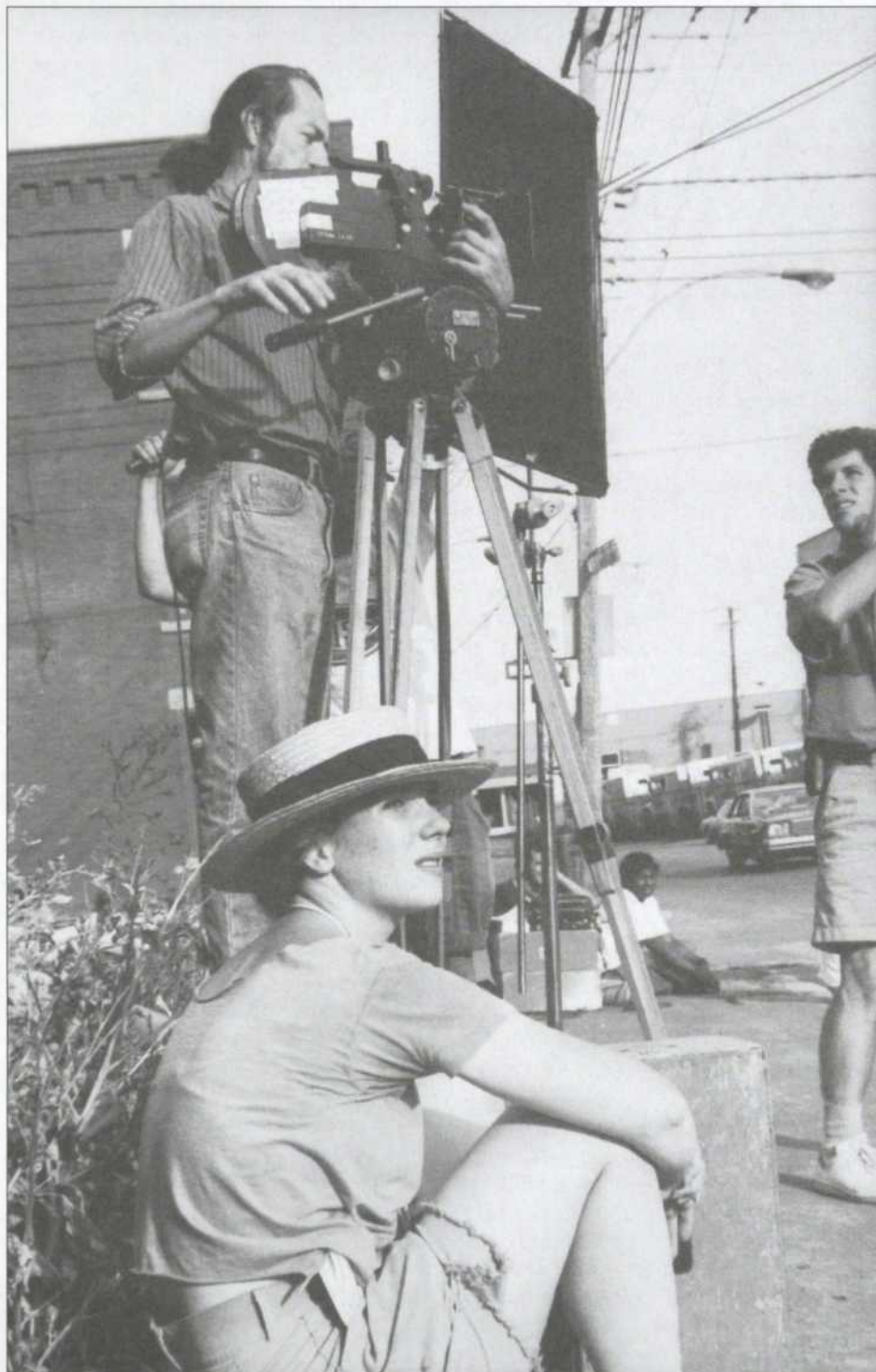
RAISSOP

Le FFM reste pourtant, pour des dizaines de milliers de cinéphiles, une fête sans pareille: soit pour se payer une orgie de films réputés, qu'on verra, en primeur, avant leur éventuelle sortie en salles; ou mieux encore, pour partir à la découverte du monde.

Car, pour moi, le FFM, c'est un fabuleux voyage sans frontières, à travers des pays, des cultures et des imaginaires, mais aussi à travers le temps. C'est la rencontre de créateurs de tous les continents, de critiques d'ici et d'ailleurs, mais aussi d'innombrables cinéphiles. C'est l'occasion de voir des documents rares ou inédits, mais aussi d'essayer de discerner les courants de fond de la technologie, avec la tenue, en 1998, du premier Marché international des nouvelles technologies.

Chacun trace évidemment son propre itinéraire: bien des voyages sont possibles parmi 400 films et plus de 200 longs métrages! J'ai choisi, l'été dernier, d'explorer particulièrement les pays asiatiques, souvent sur un arrière-fond historique ou politique, mais parfois avec des sujets éminemment actuels: *Dukhai*, sur le sort d'une famille lors des terribles inondations de 1970 et 1985, au Bangladesh; *Dahan*, sur l'attitude contradictoire de deux femmes de classes sociales différentes face à la violence en Inde; *Un train pour le Pakistan*, qui retrace un épisode tragique de la partition de 1948; *Jinnah*, qui permet de mieux comprendre les motivations du «père du Pakistan»; *Mort un jour de pleine lune*, chez les Tamouls du Sri Lanka; *Jogho*, sur la lutte de libération malaise transportée en Thaïlande; *Dr. Akagi*, sur la lutte d'un petit médecin de village japonais contre le virus de l'hépatite C à la fin de la guerre; *Zhou Enlai*, portrait du célèbre homme d'État chinois, et *MichellMichelle*, qui traite de la transsexualité aux Philippines.

Mon tour du monde m'a aussi conduit en Turquie (*La rue du choléra*, plus important succès populaire dans ce pays), en Albanie (avec un documentaire retraçant l'histoire de *L'Albanie d'Enver Hoxha*), en Ouzbékistan (*Le passager clandestin*, beau film poétique sur le sort des réfugiés en exil, maintenant disponible sur vidéo), en Suisse (*Pleine lune*, qui a d'ailleurs remporté ex-aequo le Grand prix du Festival, où la disparition mystérieuse d'enfants invite à



Tournage du film *La bête de foire* d'Isabelle Hayeur, 1991.

Photo: Caroline Hayeur/STOCK

Vues d'Afrique

Quinze ans déjà qu'une bande de passionnés, rassemblés autour de Gérard Le Chêne, nous font partager, chaque printemps, des morceaux d'Afrique! Rapidement, les Journées africaines sont devenues «africaines et créoles», puis le festival de cinéma s'est enrichi d'expositions, de spectacles, de «salons-rencontres»: musique, danse, peinture, gastronomie, littérature et même, cette année, rencontres d'affaires!

Vues d'Afrique¹ a aussi développé une section de films anglophones, un volet estival annuel, des activités dans une demi-douzaine de villes québécoises, et même un rayonnement jusqu'à Toronto, Vancouver et... Haïti. Sans parler des activités spécialisées comme le programme Cinécole ou le Centre d'information Images panafricaines et créoles, ou du volet Développement professionnel international pour l'appui à l'industrie audiovisuelle africaine, l'incitation à la coproduction Nord-Sud, les stages de formation, etc.

Dans un contexte où le cinéma américain monopolise l'immense majorité des écrans et où le continent africain fait figure de parent pauvre (moyens financiers et techniques, nombre de films, réseaux de distribution), Vues d'Afrique est certainement l'une des tentatives les plus ambitieuses et les mieux intégrées pour faire connaître ici la culture diversifiée et méconnue qui anime plus de 700 millions de personnes dans plus de 50 pays, de l'Afrique du Nord jusqu'à l'Afrique du Sud, sans parler de l'univers créole réparti sur plusieurs continents!

Et le cinéma de ces 15e Journées africaines et créoles? Impossible et frustrant de tracer, en quelques lignes, le bilan



de plus de 150 courts, moyens et longs métrages, fictions et documentaires, tournés pour la télévision ou le grand écran, en Afrique ou sur l'Afrique.

Disons seulement qu'en cette année anniversaire, plusieurs films traitaient des artisans du cinéma africain (*Les diseurs d'histoires*, de l'Algérien Suisse Mohammed Soudani, *L'homme de paix*, sur le cinéaste René Vautier par l'Algérien Ahcene Osmani), du statut de l'image filmée en Afrique (*Bye Bye Africa* du Tchadien Mahamat Saleh Haroun) ou de la fonction du conteur traditionnel (avec l'hommage rendu à *Sotigui Kouyate, un griot moderne, Keïta! L'héritage du griot*, et *Le courage des autres*).

C'était aussi l'occasion de voir le courageux documentaire du Camerounais Jean-Marie Teno, *Chef!*, ou le lucide et décapant film danois *Le continent qui a laissé passer l'heure*. Et tant d'autres documents pour mieux cerner des personnages connus, Aimé Césaire, *Mobutu roi du Zaïre*, Senghor (*Léopold Sedar Senghor: entre deux mondes* et *Lettre à Senghor*), Karl Lévêque (*Le coeur haïtien*), ou pour nous faire découvrir des artistes moins connus, Joseph Zobel, *d'amour et de silence*, Sarah Maldoror ou la nostalgie de l'utopie, Aminata Fall (*Blues pour une diva*) ou Sony Labou Tansi (*Diogène à Brazzaville*), etc. Et je n'ai pas parlé de la fiction!

On peut se demander si la multiplication des activités, l'augmentation du nombre de films et de salles, la prolongation de la durée de l'événement vont entraîner ou pas une augmentation correspondante du public rejoint. On peut vivement souhaiter que le public québécois, de toutes origines, se montre à la hauteur du riche rendez-vous culturel africain proposé annuellement... En tous cas, cette année, même la météo de fin avril rivalisait avec la chaleur africaine!

D.B.

1. 67, rue Ste-Catherine Ouest, 5e étage, Montréal H2X 1Z7; tél.: (514) 284-3322; télécopieur: (514) 845-0631; site internet: www.vuesdafrique.org.

repenser un monde différent), au Portugal (*Tentation*, à propos d'un prêtre engagé à remettre de l'ordre dans un petit village), en Irlande (*Titanic Town*, sur l'admirable combat d'une mère de famille contre la violence de tous les côtés), en Angola (*Rostov-Luanda*, journal de voyage à la recherche de l'Afrique à travers un ami disparu) et en Bolivie (*Le jour où le silence est mort*, comédie sur le pouvoir de la radio dans un petit village).

J'ai vu de la fiction surtout, mais aussi des documentaires remarquables comme *The Cola Conquest*, sur l'empire planétaire de Coca-Cola par exemple, ou *Faire part: Musée Henri Langlois* de Jean Rouch, sur la mémoire du cinéma et *The Race to Save*

100 Years, sur la restauration des films. Et pour la très grande majorité d'entre eux, malheureusement, j'ai vu des films qu'on ne pourra sans doute jamais revoir en dehors d'un tel contexte de festival.

C'est pourquoi, malgré ses problèmes⁶, dont le principal tient sans doute à la structure de propriété privée du FFM et à la personnalité de son propriétaire, M. Serge Losique, le Festival des films du monde de Montréal demeure un joyau précieux pour Montréal, une fête unique pour les cinéphiles et une occasion irremplaçable de s'ouvrir sur le monde. Dans un univers cinématographique où l'argent et Hollywood ont de plus en plus tendance à accaparer les écrans et les réseaux de distri-

bution, le FFM, pour une vingt-troisième année consécutive, nous offrira fin août le privilège de sortir des sentiers battus. Privilège qu'il importe de préserver, sous cette forme ou sous une autre, bien précieusement. ■

6. Suite au FFM de 1998, la ministre de la Culture québécoise a demandé à la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) une nouvelle évaluation du Festival; d'abord prévu pour avant Noël, le rapport n'était toujours pas public au moment d'écrire ces lignes. Par contre, la version réduite du FFM qui était reprise à Québec depuis quelques années sera abandonnée à partir de l'an 2000, au profit d'un nouveau Festival propre à la ville de Québec.

GRANDEUR ET MISÈRE DU CINÉMA DOCUMENTAIRE

par Silvia Galipeau¹



L'heure de Cuba de Jean-Daniel Lafond, 1999.

On oppose parfois le cinéma documentaire au cinéma de fiction. Le premier fournirait de l'information, le second procurerait du divertissement. Mais cette opposition s'avère trop simpliste. En réalité, tout réside dans l'intention du réalisateur et, surtout, dans les conditions de diffusion. Trois réalisateurs en témoignent.

Le cinéma documentaire peut-il jouer un rôle de moteur social? Peut-il influencer les idées d'une société, faire avancer la pensée et renouveler les débats? Voilà quelques questions dont nous pensions traiter à l'intérieur de ce dossier. Pour les besoins de la cause, nous avons organisé une table ronde. Trois réalisateurs issus de trois générations différentes se sont réunis le temps d'une soirée: Jean-Daniel Lafond, Carole Poliquin et Stéphane Drolet. Une discussion informelle pour aborder toutes ces grandes questions. Des grandes questions, certes, mais des questions bien naïves aussi. Avant même de commencer la discussion, Jean-Daniel Lafond a lancé: «Pour parler du cinéma en tant qu'outil de transformation, encore faut-il qu'il y ait diffusion!»

D'une simple phrase, le réalisateur a donné le ton à toute la discussion qui allait suivre. Celle-ci a pris un angle imprévu, quoique tout aussi fondamental.

Cinéma documentaire ou cinéma de fiction?

Avant d'entrer dans le vif du sujet amorcé à notre insu par les réalisateurs, quelques définitions méritent d'être précisées. Cinéma documentaire, cinéma de fiction, où est la distinction? Le documentaire se limite-t-il à l'information et la fiction au divertissement? Nouvelle surprise: selon les trois réalisateurs présents, le cinéma documentaire n'est pas le seul médium cinématographique qui puisse influencer la pensée d'une société. Le cinéma de fiction peut également jouer un tel rôle. L'opposition fiction/documentaire est à cet égard beaucoup trop simpliste. Mais cette distinction ne date pourtant pas d'hier. Elle remonte aux origines même du cinéma. En effet, les frères Lumière, inventeurs du cinéma au siècle dernier, ont longtemps été associés à la voie de la représentation de la réalité et Georges Méliès, l'homme qui a donné son nom au fameux café du boulevard St-Laurent, au

cinéma de fiction. Mais les frères Lumière comme M. Méliès ont eux-mêmes exploité librement ces deux avenues. Pareillement aujourd'hui, les réalisateurs ne se sentent nullement cantonnés à l'une ou l'autre des vocations. Exploration du réel par l'entremise du cinéma documentaire ou mise en scène d'un imaginaire par la voie de la fiction, c'est surtout l'intention du réalisateur qui est déterminante.

Sur ce sujet, Carole Poliquin, femme engagée, s'interroge: «Peut-être que si je faisais de la fiction je ne parlerais pas de politique. Peut-être que je ferais des belles histoires d'amour. Mais même là, je les ancrerais dans un contexte particulier, il y aurait un arrière-plan. Mon histoire d'amour se grefferait à un contexte historique bien précis.»

La relation de Jean-Daniel Lafond avec le cinéma documentaire est encore plus particulière. Français, il émigre au Canada au début des années soixante-dix. Le réel du Québec n'est donc pas d'abord son réel à lui. «Pour moi, c'était peut-être de la fiction», confie-t-il.

Quant à Stéphane Drolet, ce qui l'intéresse dans le cinéma, c'est raconter une histoire. «La pratique documentaire me permet de raconter des histoires par les moyens particuliers du réel». En d'autres termes: un objectif, mais plusieurs avenues, le documentaire n'en étant qu'une parmi d'autres.

1. L'auteure est pigiste.

Si le cinéma documentaire a la particularité de travailler à partir de la réalité, en quoi cet art se distingue-t-il alors du reportage journalistique? Pour les réalisateurs, la différence en est une de nature. Premièrement, le reportage et le documentaire ne font pas face aux mêmes exigences temporelles. Selon Jean-Daniel Lafond, le reportage est directement relié à l'urgence de l'événement. «Le travail du journaliste est un travail quotidien». Alors que le documentaire est davantage un travail de réflexion qui réclame de la durée. Il s'agit de construire quelque chose avec divers éléments qui ne vont pas forcément ensemble au premier regard. «C'est comme un tapis iranien: il y a des fils qui partent et qui rentrent et des couleurs qui changent». Mais pour tisser un tel tapis, il faut du temps: du temps pour le tisser, mais aussi du temps pour l'apprécier. En un coup d'oeil, les détails du tapis ne peuvent tous être saisis. De la même manière, un documentaire ne peut être réduit à un clip de quelques minutes.

Et c'est précisément là que le bât blesse. Les documentaires étant essentiel-

lement diffusés à la télévision aujourd'hui, les réalisateurs doivent se plier aux exigences des télédiffuseurs, des exigences de «formatage» qui vont bien souvent à l'encontre de la volonté créatrice des artistes. Bienvenue dans le merveilleux monde de la production cinématographique!

Un espace de liberté menacé

Les trois réalisateurs s'accordent pour affirmer que le cinéma documentaire doit lutter contre un certain nombre de filtres imposés par les chaînes de télévision. Ces filtres viennent mettre en péril leur liberté d'expression, donc l'existence même de leurs oeuvres.

Premier filtre: la publicité. «Ils vendent du temps entre les publicités», dénonce Carole Poliquin. Ça n'est pas le film qui a

la priorité, mais bien la publicité. «Le traitement même de nos films est empoisonné, poursuit Jean-Daniel Lafond. Nous nous retrouvons avec des films dans lesquels nous avons nous-mêmes laissé les trous pour laisser passer les vers».

L'image témoigne de la déchirure que provoque l'obligation de couper dans sa propre oeuvre. Après un travail de longue haleine pour former un tout, le réalisateur doit lui-même y introduire des coupures. «On se casse la tête pendant des mois pour maintenir une énergie au long de notre documentaire. C'est absurde», dénonce Stéphane Drolet. D'un coup, les réalisateurs doivent transformer cette énergie créée avec tant de soins. Comme si c'était le documentaire qui nuisait à la série de publicités prévues, comme si le film venait perturber l'horaire. Pourquoi? Parce qu'un télédiffuseur a besoin de sous, et que pour en avoir, il doit laisser à ses annonceurs une place toujours plus imposante. Tellement que l'on en vient à oublier la vocation première de la télévision: montrer des films ou des publicités? La réalité est de plus en plus trompeuse.

Deuxième filtre, conséquence directe du premier: la longueur. Une émission de télévision dure généralement soixante minutes. Si l'on retire le temps d'antenne nécessaire aux publicités, que reste-t-il au film lui-même? Pas grand chose. À titre d'exemple, l'émission de Radio-Canada, Zone Libre, propose une heure qui ne fait en réalité que quarante et une minutes. Ce qui peut sembler long pour un reportage est fort court pour un documentaire. Le reste de l'heure est occupé par la publicité. Le film devient une série d'espaces offerts entre deux publicités.

Pour Carole Poliquin, cette contrainte est particulièrement difficile à gérer. En effet, le travail de la réalisatrice repose souvent dans la superposition d'éléments n'ayant pas forcément de liens directs entre eux. Dans ses montages, elle «tisse» certaines images ensemble, afin de mettre en évidence des relations de cause à effet. Son documentaire *Turbulences* (1997) est un exemple éloquent de ce travail de «tissage»: des images de familles vivant sur le bien-être social suivent des séquences montrant des hommes d'affaires à la bourse. Les images se succèdent ainsi pour, en bout de ligne, mettre en évidence la pauvreté du plus grand nombre devant la richesse d'une poignée de privilégiés, bref, les inégalités sociales. Mais pour faire un tel montage et être en mesure de trans-

Trois cinéastes



– Jean-Daniel Lafond

Né en France, ex-universitaire, professeur de philosophie et critique de cinéma, Jean-Daniel Lafond vient s'installer au Québec, en 1974. Il travaille d'abord aux côtés d'Arthur Lamothe et de Pierre Perrault, puis réalise, en 1985, son premier long métrage: *Les traces du rêve*. Depuis, il a réalisé une multitude de films, parmi lesquels *Le voyage au bout de la route* (1987), *Le visiteur d'un soir* (1989), *La manière nègre ou Aimé Césaire, chemin faisant* (1991), *Tropique Nord* (1994), *La liberté en colère* (1994), *Haïti dans tous nos rêves* (1995), *L'Heure de Cuba* (1999), et *Le temps des Barbares*. Il est aussi co-fondateur et président des Rencontres internationales du documentaire de Montréal, et lauréat du prix Lumière, en 1999. Parallèlement au cinéma, il a aussi publié de nombreux livres et longtemps travaillé pour la radio.



– Carole Poliquin

Originaire de la Beauce, Carole Poliquin étudie d'abord l'interprétation avant de se tourner vers le cinéma documentaire. De 1974 à 1980, elle vit en Turquie où elle tourne ses premières images. Ses principales réalisations sont *Le dernier enfant* (1990), *Dites-moi Monsieur Jacquard...* (1993), *L'âge de la performance* (1994) et *Turbulences* (1997). Elle a aussi réalisé de nombreux reportages pour Radio-Canada et la Télévision Quatre-Saisons.



– Stéphane Drolet

C'est en 1990 que Stéphane Drolet commence sa carrière dans le cinéma documentaire en participant à la Course Amérique-Afrique. Vainqueur, il obtient le stage offert par l'Office national du film du Canada (ONF). Il travaille d'abord avec Pierre Perrault, Bernard Gosselin et Martin Leclerc, puis part pour le Mali où il réalise son *Cendres et Soleil* (1994). Depuis, entre autres films, il a réalisé *Référendum - Prise deux/Take 2* (1996) et *Oumar 9-1-1* (1998).



Turbulences de Caroline Poliquin, 1997.

Photo: Carole Poliquin

mettre le message voulu, il faut du temps, des minutes. Et quarante et une minutes, c'est souvent trop peu. Alors quoi faire? Accepter, et voir le résultat final se réduire à un brouillon de l'oeuvre initiale, ou refuser, mais perdre le télédiffuseur en question? Un périlleux dilemme.

Malgré tout, une réflexion sociale sous-jacente

Fort heureusement, la télévision n'est pas le seul lieu de diffusion du cinéma documentaire. «Si mes films n'étaient pas vus, peut-être que je ferais des concessions», affirme Carole Poliquin. Mais ils le sont: dans les cégeps et les syndicats notamment, où ils sont diffusés et suivis de discussions.

La télévision n'est d'ailleurs pas le meilleur médium pour le cinéma documentaire. Elle permet de toucher un grand nombre de spectateurs, certes, mais elle n'est pas porteuse de réflexion à long terme. Jean-Daniel Lafond analyse: «Un film, c'est comme un livre. Il faut qu'il circule et qu'il s'échange pour provoquer une réflexion. Sa force, c'est d'être pris en relais, dans les écoles et les syndicats, par exemple». Le cas du documentaire de Richard Desjardins, *L'erreur boréale*, serait une exception: «Évidemment c'est différent. Dans ce cas-là, tu touches le feu dans ta cave». Parler de déforestation et de coupe à blanc

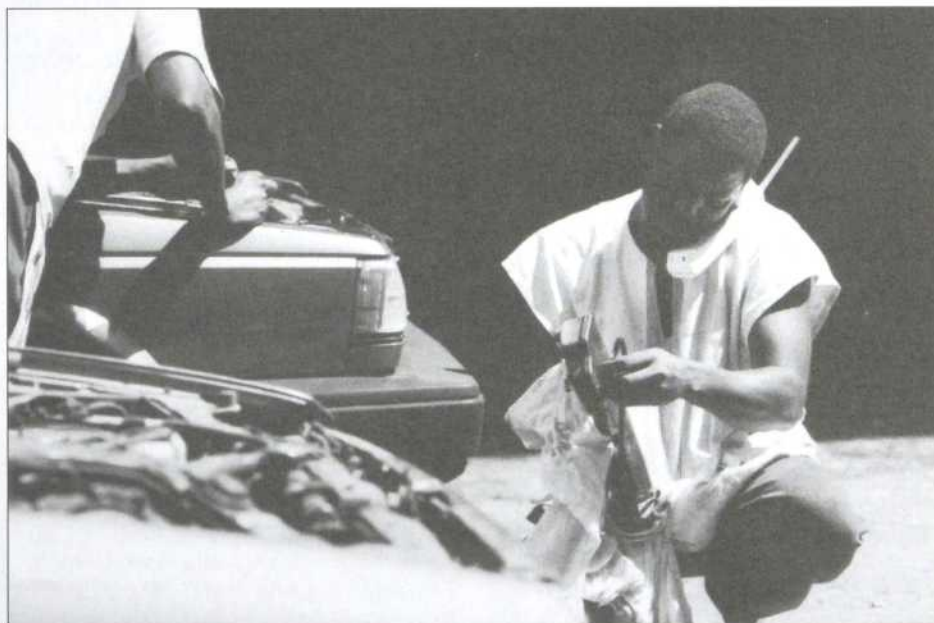
dans nos propres forêts ne peut laisser un public indifférent.

Non seulement le cinéma documentaire réussit-il à faire parler de lui au sein de certains regroupements, ce qui est déjà un grand pas en terme d'impact social, mais il provoque aussi des réactions parmi les réalisateurs eux-mêmes. «Ceux qui font les films entrent en relation et se rencontrent par parenté de pensée. Il se forme dans ces rencontres le germe de futures manifestations cinématographiques», rapporte Stéphane Drolet. Jean-Daniel Lafond renchérit: «Aujourd'hui, derrière l'apparent isolement ou l'atomisation des réalisateurs,

il y a une conscience sociale qui s'est reconstituée. Il se fait une réflexion importante sur la profession. Ce sont des gens qui travaillent bien souvent souterrainement, mais qui se rejoignent».

À ce sujet, l'Office national du film du Canada (ONF) demeure un support institutionnel précieux. Il offre un espace où peuvent se brasser les idées entre les réalisateurs, les plus vieux comme les plus jeunes. «Depuis quelques années, la relève est très importante dans le cinéma documentaire, et cela est très visible à l'ONF», reprend Stéphane Drolet, lui-même jeune recrue de l'Office.

Les réalisateurs connaissent donc certains partenaires qui les soutiennent traditionnellement. Mais cela ne veut pas dire que la partie soit gagnée pour autant, loin de là. Ils doivent toujours continuer à lutter contre des contraintes techniques imposées par les diffuseurs, contraintes qui viennent empiéter de plus en plus sur leur liberté d'expression. Avant même de parler des impacts du cinéma documentaire sur la pensée de la société, c'est plutôt de son influence sur l'outil de diffusion dont il faudrait traiter. «Chaque film est un rapport de résistance et de ruse: tu acceptes les règles du jeu, et tu essaies de faire avec, dit Jean-Daniel Lafond. L'enjeu, c'est de dilater l'espace dans lequel le film va se retrouver. C'est le seul acte de transformation sociale que l'on puisse mesurer». Réaliste, le réalisateur conclut: «On ne va pas transformer une société social-démocrate en une société socialiste en trois films! Mais on garde la fenêtre ouverte.» ■



Oumar 9-1-1 de Stéphane Drolet, 1998.

Photo: Alain Comtois

CINÉMA ET CULTURE

par Gaston Roberge¹



Photo: E. Taran/SPB

Mère et fils d'Alexandre Sokurov.

Cinéma, reflet de la mondialisation économique et culturelle qui se joue des valeurs traditionnelles. Cinéma, témoin de pans de culture qui échappent au capitalisme avancé. Spécialiste du cinéma, l'auteur s'attache à décrire ce paradoxe à travers l'analyse d'un film indien et d'un film d'origine russe.

Il n'y a pas de cinéma. Il n'y a que des films. Et combien variés! Il n'y a pas de culture non plus. Il n'y a que des formes culturelles. Elles aussi variées à l'infini. Quel rapport peut-il y avoir entre films et formes culturelles? Les films eux-mêmes sont des formes culturelles, des manifestations de culture. En parlant ici de formes culturelles, on veut signifier les manières spécifiques de faire, de penser, de sentir et de s'exprimer qui prennent corps dans les films, en particulier, mais aussi dans les autres médias, et encore dans les institu-

tions, les sports, et les religions d'un groupe défini.

L'analyse qui suit tient pour acquis que les formes culturelles d'un groupe social à un temps donné évoluent en symbiose avec les formes socioéconomiques de ce groupe. Ces formes culturelles et socioéconomiques constituent des ensembles fort disparates, mais marqués par des éléments dominants. Quels sont donc les éléments culturels dominants des films d'aujourd'hui? Et à quels éléments socioéconomiques dominants correspondent-

ils? La question est complexe. Pour y répondre un tant soit peu, je parlerai d'un film montré fin 1998 et début 1999 à travers toute l'Inde, *Kuch Kuch Hota Hai*². Pour faire bref, je l'appellerai K. Ce film a connu un succès commercial sans précédent. Un grand nombre de spectateurs ont vu le film plusieurs fois. De toute évidence, le film

1. L'auteur a enseigné le cinéma en Inde. Il est actuellement directeur du Secrétariat pour les communications sociales à la maison généralice des Jésuites, à Rome.
2. *Il s'est passé quelque chose*, en langue hindi.
3. NDLR: comme, ici, Musique Plus, Much Music.
4. Chose étonnante, les forces de police ne figurent pas au programme de K.
5. L'hymne *Om Jagat* chanté dans les ashramas, mais aussi lors de cérémonies

«dit» quelque chose à des millions de spectateurs. Que dit-il?

Un jeune collégien a deux amies. Il en épouse une. Celle-ci meurt après lui avoir donné un enfant. Plus tard, alors qu'elle a huit ou neuf ans, la fillette s'occupe toute seule de retracer l'autre amie de son papa et elle arrange un second mariage. Voilà toute l'histoire, la «fabula», comme dirait Umberto Eco. Mais ce n'est pas pour cela que les gens sont allés au cinéma et ont payé leurs billets. En fait, le film n'a pas comme sujet l'histoire que je viens de raconter en une ligne. K a comme sujet l'affirmation d'une identité locale (ici indienne) dans le contexte de la mondialisation

Le film «K» a comme sujet l'affirmation d'une identité locale dans le contexte de la mondialisation culturelle et économique.

culturelle et économique. Le film, bien sûr, ne développe pas une thèse. Comment donc se présente-t-il?

On est habitué au menu offert par un film indien ordinaire: une dizaine de danses et autant de chants. Mais K est presque entièrement fait de chants et de danses. On y danse et chante presque sans arrêt, pendant trois heures. Mouvement brownien à l'échelle sociale. Mais il ne s'agit pas là de chants et danses de style indien classique. Le style est celui de la télévision musicale (MTV³). En fait, on peut décrire K comme une série quasi ininterrompue de numéros MTV. Il y a longtemps que ce qu'on appelle ici en anglais «picturisation», c'est-à-dire, la mise en film d'une chanson, ressemble à un numéro de MTV avant la lettre. Mais le montage d'un film entier selon la formule MTV est un phénomène récent.

religieuses à la maison.

6. Kevin Burns fait l'état des recherches sur ce phénomène dans un article bien documenté, «A fusion global teen culture», *Angus Reid World Monitor, Second Quarter*, 1998, p. 11-24.
7. «The web of culture used to be spun out of the stories a child heard at a grandparent's knee. In today's increasingly subnuclear families, it derives from a child's experience with interactive multimedia», Kenichi Ohmae, *The End of the Nation State*, cité par Kevin Burns, op. cit., p. 11.

Tout au long de ce film, on se rit des formes culturelles identifiées comme «occidentales chrétiennes». Il y a un St. Xavier's College (marque d'identité des Jésuites indiens), avec un laïque ridicule comme directeur. Une enseignante au nom chrétien donne une classe loufoque sur *Roméo et Juliette*. Mais je m'exprime mal en disant qu'on se rit de tout. Il serait plus exact de dire qu'on ne prend rien au sérieux. On s'amuse à l'occasion de tout. Il ne s'agit pas d'ironie, mais plutôt d'une insouciance totale à l'égard des valeurs reconnues. Tout y passe, en commençant par la culture «occidentale chrétienne», la religion hindoue, la religion musulmane⁴.

Je donne deux exemples. À un moment du film, une des deux héroïnes déclare à un groupe d'étudiants que même si elle revient d'Angleterre, elle demeure indienne. Pour le prouver, elle entonne un des hymnes religieux les plus populaires (et sans doute des plus beaux) des hindous⁵. Le public applaudit. La marque d'identité est juste. Mais l'utilisation de cet hymne dans un contexte aussi léger frise la profanation.

Quant à l'islam? La fillette dont j'ai parlé plus haut apparaît, à un moment du film, la tête couverte d'un foulard, agenouillée à la manière musulmane, et récitant le *namaz*, une des prières prescrites aux musulmans. Encore une fois, la marque d'identité est juste. On applaudit à l'oecuménisme. Mais la récitation du *namaz* par une fillette hindoue est si improbable qu'elle constitue une farce déplacée. On se demande même si elle n'est pas malicieuse, voire dédaigneuse.

On s'amuse de tout dans le film. De tout, sauf des enfants. La réclame publicitaire présente le beau jeune homme et les deux belles jeunes femmes comme le héros et les héroïnes du film. En fait, l'héroïne de K, c'est la fillette. Mais il y a plus. Au milieu de toutes ces danses, dont j'ai dit qu'elles sont de style MTV, il y a au moins deux danses complètes interprétées par des enfants. Il arrive souvent que des enfants jouent un rôle important dans les films indiens. Mais que des enfants interprètent des danses entières dans un film semble un phénomène nouveau. Le rôle des enfants dans K est à voir dans le contexte de l'émergence d'une classe enfantine, les *pré-teenagers*, à l'échelle mondiale⁶. Déjà la publicité télévisuelle en Inde s'adresse souvent aux enfants. Ils ont, cela va sans dire, un pouvoir d'achat énorme.

Les enfants indiens ne constituent pas encore, peut-être, une génération de *Nintendo kids*, mais ils deviennent rapide-

ment des *screenagers*. Dans une ville comme Ahmedabad, par exemple, vous trouverez des enfants d'école primaire qui se font initier aux doux plaisirs de l'ordinateur. Plusieurs, déjà, passent de bons moments à jouer aux jeux vidéo. Que ce soit par le truchement de ces jeux ou, plus généralement, par celui des films, les enfants apprennent des histoires qui tissent une trame culturelle nouvelle et fort différente de celle familière à leurs parents⁷.

Le bouillon de la culture mijote

Le paradoxe de K réside dans le fait qu'au moment où on s'amuse aux dépens de certaines formes culturelles, le film lui-même constitue un parfait échantillon de ce dont il rit, une forme culturelle «occidentale» [entendre, dans l'optique du film, américaine]. Les danses, comme je l'ai noté, ne sont pas de style traditionnel indien. De plus, la manière de vivre des héros est de style culturel mondial, non pas indien. Toutefois, le film joue sur une équivoque. Car ce dont K se rit, ce n'est pas l'occidentalisation ou la christianisation, mais la mondialisation culturelle. Avec, bien sûr, une dominante américaine. L'équivoque est de mise dans un milieu dont la mémoire est encore hantée par l'Empire. Il

On n'a pas assez vu que les médias eux-mêmes se chargent de l'éducation du public aux médias.

est aussi de mise d'associer les éléments culturels étrangers à la religion chrétienne. Au moment où on déplore des actes de violence perpétrés contre des chrétiens en Inde, cette association est sinistre.

Des personnes, ayant vu ce film cinq fois ou plus, vous diront ne pas aimer la MTV. Pourtant, c'est précisément ce qu'elles ont aimé dans le film. On voit que par le truchement de films comme K, il se

fait une éducation du public qui le prépare à l'esthétique de la MTV. Qui le prépare, dirais-je, en faisant allusion à un autre film, à s'abandonner «au charme discret» des formes esthétiques secrétées par les multinationales. À s'abandonner finalement au charme discret du capitalisme multinational. Mais *Buñuel*, ici, m'égare. Le charme des multinationales est loin d'être discret. Il s'agit plutôt d'une exubérance hors de contrôle, d'intensités artificielles et inexplicables.

K, lui-même une reprise de deux ou trois succès commerciaux⁸, fait directement allusion à quatre ou cinq films récents. À un endroit, un jeu invite les participants à mimer une scène d'un film de telle sorte que leurs coéquipiers puissent en deviner le nom. Par ce biais, le spectateur se remémore ces films, et il se laisse entraîner dans un jeu intertextuel qui le fait travailler en surface. K est sans profondeur. Sans racines historiques. C'est étrange, j'oublie qui a dit «L'homme contemporain a perdu le sens de l'histoire. Il souffre d'amnésie».

K, c'est la superficialité absolue. On conclurait au postmoderne à bien moins.

J'ai dit que K se rit de tout. Ne s'amuse-t-il pas finalement aux dépens du spectateur? Par exemple, suffit-il à une jeune femme de porter un sari et de chanter un hymne hindou pour qu'elle puisse se considérer de culture indienne? Le spectateur ne s'aperçoit-il pas qu'on le fait rire des formes culturelles dont il se délecte dans le film? En badinant avec les formes culturelles «occidentales chrétiennes» et même avec les formes culturelles indiennes, on invite le public à affirmer sa propre identité indienne avec, bien sûr, une dominante hindoue. Honni soit qui mal y pense! (Mais convient-il de citer dans ce contexte une devise française adoptée, noblesse oblige, par les Anglais?)

On n'a pas assez vu que les médias eux-mêmes se chargent de l'éducation du public aux médias. Et ils ne s'en tirent pas mal. Quant aux collègues, St. Xavier's ou autres, ils dissèquent *Roméo et Juliette* pour des élèves qui voient et revoient des films comme K et dont on s'étonne à tort qu'ils soient un peu blasés. Je n'en ris pas, j'en suis profondément désolé. Comment ne pas voir que les films populaires, en ce qu'ils touchent le cœur du public, constituent d'excellents sujets d'étude grâce auxquels les étudiants seraient à même de voir leur société en évolution, de comprendre les mécanismes de cette évolution et, partant, de se comprendre eux-mêmes? Et en plus d'étudier la langue de Shake-

speare, ne pourrait-on pas aussi étudier la langue des médias?

On me dira très justement: «Mais, il y a d'autres films». Aussi, je voudrais maintenant parler brièvement d'un autre film, *Mère et fils* (1997), d'Alexandre Sokurov. On pourrait s'étonner qu'un film comme celui-là puisse encore être possible dans notre société mondiale. Plus étonnant encore est qu'il se trouve un homme comme Sokurov pour faire ce film et d'autres personnes pour le financer.

À un premier niveau de lecture, *Mère et fils* est un film sur une mère malade mourant dans les bras de son fils. On nous dit même que *Mère et fils* est le quatrième d'une série de films sur la mort par le même cinéaste. Les critiques s'accordent à dire qu'il s'agit d'un film difficile, qui demande beaucoup de je n'ai pas compris quoi⁹!

Pourtant, un critique, peut-être un peu naïf¹⁰, a perçu ce film comme une ciné-icône. Dans la tradition de Roulev. Vu

Le capitalisme avancé n'a quand même pas tout colonisé. Il est des pans de culture qui lui échappent toujours.

ainsi, le film apparaît comme une contemplation de la Sainte Trinité. Le rapport entre la mère et le fils, l'échange de vie et d'amour entre les deux, l'ambiance qui évoque l'Esprit, font songer spontanément aux relations subsistant entre les Personnes divines. Que nous voici loin de la MTV!

Quelle que soit d'ailleurs la lecture qu'on en fasse, ce film montre que le capitalisme avancé n'a quand même pas tout colonisé. Il est des pans de culture qui lui échappent toujours. Et, tout autant que K et les autres produits mondialisés, mais d'une manière différente, un film comme *Mère et fils* initie le public aux médias. Il lui apprend à «lire» les films et, en général, les multimédias, puisqu'ils parlent tous la même langue.

La situation n'est donc pas désespérée. Ce qui est désespérant, c'est la lenteur avec laquelle nos institutions d'enseignement intègrent les nouvelles formes culturelles. Il ne s'agit ni de célébrer ni de condamner l'une ou l'autre forme culturelle. Il faut voir les films dans leur contexte historique, au-delà d'un choix esthétisant ou moralisant.

Mère et fils nous convie au monde intérieur d'un cinéaste. Un monde qui, d'ailleurs, n'est pas si privé qu'on pourrait le penser. D'un autre côté, K est comme le rêve collectif de la société indienne à l'heure de la mondialisation économique et culturelle. Le film trace assez bien une image des choix qui s'offrent à cette société. Il représente assez bien certaines caractéristiques d'une culture mondialisée, à savoir, l'évanescence des valeurs traditionnelles, la disparition du sens historique, du sens du temps, la tendance à tout voir dans le présent, l'insouciance, l'exubérance, un ersatz de la joie de vivre, autant de caractéristiques que nous avons notées dans K.

Mais le public a besoin d'aide. Qui la lui donnera? Les médias? Nous avons vu que les médias, tels que K, conditionnent le spectateur à se conformer aux médias eux-mêmes. Qui alors fera cette éducation dont le public a besoin? Les critiques? C'est bien là leur rôle. Mais ils s'obstinent à rejeter comme «massa damnata» les médias de masse. La famille? Idéalement, oui. Mais la famille elle-même a besoin d'aide. Il reste les maisons d'enseignement et les organisations d'éducation.

Ici en Inde, les éducateurs ont vu K. Il semble que personne n'en ait parlé en classe avec les élèves. Plusieurs intellectuels se sentent mal à l'aise d'avouer avoir vu ce film «commercial». Surtout, ils ont tendance à ignorer le cinéma, à l'heure de la télévision. C'est une grave erreur. Il est vrai que les gens vont au cinéma beaucoup moins qu'auparavant, 50 fois moins, dit-on. Mais la télévision n'a pas remplacé le cinéma. Celui-ci demeure unique par la qualité de l'attention qu'il requiert du spectateur¹¹. Alors que les intellectuels et les éducateurs refusent de prendre le cinéma au sérieux, des films comme K et bien d'autres programmes semblables, continuent à initier, à leur manière, le public. ■

8. Dont le film *Dil to Pagal Hai, Le coeur est fou*.
 9. Voir une critique du film par Kenneth Turan, *Times*, 20 février 1998.
 10. Moi-même.
 11. Sylvia Harvey, «What is Cinema? The Sensuous, the Abstract and the Political». Chapitre 23 dans *Cinema, the Beginning and the Future*, Christopher Williams, ed., U. of Westminster Press, London. Essays Marking the Centenary of the First Film Show Projected to a Paying Audience in Britain, 1996.

en bref

La revue *Relations* a déjà fait écho au projet d'une loi-cadre sur **l'élimination de la pauvreté** qui sera présenté à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de l'an 2000. Pour que cette loi soit voulue par le maximum de personnes, le Collectif à l'origine de ce projet vient de créer un site dans lequel se trouve l'information de base pour participer à l'aventure (www.citeweb.net/pauvrete). On peut aussi consulter: Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, C.P. 1352 Terminus, Québec G1K 7E5. Tél.: (418) 525-0040, fax: (418) 525-0740, E-mail: pauvrete@clic.net.

La Fédération internationale de l'ACAT (FIACAT), à travers sa campagne 1999, «Non à l'enseignement de pratiques tortionnaires», dénonce **l'École des Amériques** de Fort Benning, en Géorgie. Elle voit en elle une institution où la torture a été légitimée et reconnue comme procédé de gouvernement. Il est prouvé que les manuels d'instruction de l'École ont encouragé la violation massive des droits humains et que les méthodes préconisées ont été appliquées par des militaires latino-américains formés en ce lieu. L'ACAT invite à s'associer à la campagne menée, depuis déjà neuf ans, par un réseau d'associations et de groupes américains, notamment par «The School of Americas Watch», qui demande au Congrès des États-Unis de ne plus affecter de crédits de fonctionnement à cette école. Pour de plus amples informations, consulter la page Web de SOA Watch: www.soaw.org.

La mise en place du Programme d'assurance-emploi a eu pour effet d'exclure un bon nombre de personnes, dont les jeunes nouvellement arrivés sur le marché du travail et ceux qui occupent des emplois précaires, ainsi que les femmes qui tentent de revenir sur ce marché du travail, après avoir consacré quelques années à l'éducation de leurs jeunes enfants. Mgr François Thibodeau, président de la Commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada, vient d'écrire une lettre à monsieur Pettigrew, dans laquelle il attire l'attention du ministre du Développement des ressources humaines sur l'absence de politiques et d'enveloppes budgétaires dédiées au développement régional. Il demande de revoir ce **Programme d'assurance-emploi** et d'y apporter des modifications, en vue de répondre davantage aux besoins des populations en difficulté.

Depuis 1996, **l'Afrique** a enregistré huit coups d'État sanglants, dont un a avorté grâce à l'intervention de la France en République centrafricaine. Après le sommet France-Afrique de 1990, au cours duquel François Mitterrand avait déclaré «La démocratie, sinon pas d'aide au développement», quelques tentatives de démocratisation des institutions nationales ont vu le jour, notamment à travers les conférences nationales. Par la suite, les dictateurs se sont arrangés pour organiser des simulacres d'élections et pour les gagner. Les coups d'État restent un des plus épineux problèmes du continent africain.

Selon le Bureau international du travail, 250 millions d'enfants de 5 à 14 ans travaillent dans le monde, dont 61% en Asie, 32% en Afrique, 7% en Amérique latine et une toute petite minorité dans les pays industrialisés. Environ 120 millions d'enfants travaillent à plein temps. Ils ne peuvent ni aller à l'école, ni apprendre un métier, ni jouer. La plupart des ONG et des gouvernements occidentaux, ainsi que les Nations unies affirment qu'il faut éradiquer **le travail des enfants**. Pourtant des milliers d'enfants et d'adolescents revendiquent leur droit au travail, mais dans la dignité. Ils sont opposés à l'idée d'un âge légal d'accès au travail et s'insurgent contre le boycott des produits qu'ils fabriquent pour l'exportation. Un nouveau texte de convention devrait être adopté en juin 1999, à Genève, au BIT. Il portera sur les formes les plus inhumaines et les plus dangereuses du travail des enfants.

Tout au long de l'année 1999, les Jésuites canadiens célèbrent le **350e anniversaire** du martyr de leurs compagnons de jadis, connus sous le nom de «martyrs canadiens». Il s'agit de Jean de Brébeuf, Gabriel Lalemant, Charles Garnier et Noël Chabanel. Les quatre autres du groupe sont morts soit en 1646 soit en 1649. Une messe solennelle sera célébrée au Gesù, le 26 septembre, à 10h, présidée par le cardinal Turcotte. Une exposition sur les saints Jésuites de la Nouvelle-France sera organisée par le Centre de créativité du Gesù, en septembre et en octobre. Elle soulignera la richesse de leur vie spirituelle. Elle sera accompagnée d'une danse de la réconciliation créée par un Amérindien.

QUEL PROJET CULTUREL POUR LE XXI^e SIÈCLE?

par Jean-Marc Fontan et Bernard Fusulier¹

Nous sommes tellement submergés par la technologie que la préoccupation centrale, à l'aube du prochain millénaire, tourne autour d'une «grande question»: le bogue de l'an 2000. Et si le bogue le plus préoccupant n'avait rien de technologique, mais tenait bien plus d'un problème culturel? Si tel était le cas, pour quoi ne placerions-nous pas plus d'énergie à régler le bogue culturel que nous le faisons présentement pour parer le bogue informatique?

Par bogue culturel, nous entendons la situation difficilement acceptable dans laquelle s'est placée l'humanité. Au plan démographique, nous progressons sans cesse: sept milliards d'humains en 2005. Pour ce faire, nous faisons fi de l'exiguïté de la planète, nous éliminons entre cinquante et cent espèces animales et végétales par jour et, pour contrer la surpopulation de la Terre, nous rêvons de coloniser la planète Mars.

Au plan économique, nous nous enfonçons dans une logique où le principal indicateur du progrès est la consommation ostentatoire de biens et de services, témoins de bien-être matériel! Au plan politique, la démocratie se trouve chargée d'une douce mission: permettre une gestion à faible coût des tensions liées à l'approfondissement des inégalités entre les individus.

Au plan social, les solidarités de base sont remplacées par les solidarités institutionnelles mises en place par la société civile (groupes communautaires) ou par l'État (réseau des services sociaux et de la santé). Le bogue culturel ne concerne en rien une incapacité de changer de date, mais concerne l'urgence d'une mise à l'heure des pendules de l'égalité sociale. Le peu de cas accordé au bogue culturel témoigne d'un manque flagrant de volonté de s'attaquer à la question des inégalités sociales, de la grande pauvreté, et ce, malgré le fait que nous disposions des moyens pour l'éradiquer.

Pour régler le bogue informatique, il suffit d'un travail de reprogrammation. Pour s'attaquer au bogue culturel, il y a aussi place pour une «reprogrammation», non pas d'ordinateurs, mais de notre façon de concevoir le fait de vivre ensemble. Et cette reprogrammation repose, entre autres choses, sur l'adoption d'un cadre éthique à portée universelle. Se doter d'un tel cadre est lourd de conséquences. Il faut tout d'abord déconstruire le modèle culturel dominant, derrière lequel se profile la logique néolibérale du tout au marché comme moyen à privilégier pour réaliser le «projet humain». Selon cette logique, tout doit devenir marchandise à échanger sur des marchés toujours plus larges, appuyés par les progrès des sciences et des techniques.

N'avons-nous pas conquis assez d'espace, n'avons-nous pas réalisé assez de prouesses techniques et scientifiques, ne sommes-nous pas devenus ces dieux adulés des temps passés? Mais au prix de quelles souffrances et de quels sacrifices humains! Certes, nous ne réclamons pas le *statu quo*, le retour à la logique de la tradition où l'avenir n'est que la répétition du passé. Cependant, le progrès scientifique, technique, économique doit s'encadrer dans un projet de société et non courir de façon débridée.

La responsabilité des grands acteurs décisionnels, face au processus de mondialisation des espaces nationaux, est d'adopter un projet de société novateur qui redonne sa pleine mesure à la valeur d'égalité, et donc qui réintègre les personnes marginalisées ou exclues des bénéfices de la grande aventure moderne: celle qui commence au moment où l'homme prend en main son destin. La responsabilité de tous les citoyens de la planète est de faire en sorte que, par l'intermédiaire d'actions individuelles et collectives, les grands détenteurs de pouvoir n'aient d'autres choix que celui d'adopter et de réaliser un projet social respectueux du développement humain.

Une refonte des rapports sociaux

Entre laisser son sort aux mains de miraculeuses régulations économiques libérées de l'intervention politique ou refondre la société autour d'un projet réaliste, le choix est clair. Mais voilà, quoi proposer? Entre la volonté de voir les choses s'améliorer et la possibilité d'amélioration, l'écart est grand. Nous pouvons certes proposer un nouveau cadre d'action idéalisé, mais qui voudrait le suivre s'il est question d'arrêter la machine économique quand cette dernière a la possibilité d'assurer un bien-être et une sécurité jamais atteints dans toute l'histoire de l'humanité? Qui voudrait éliminer le système de démocratie représentative alors que cette dernière est garante d'un respect minimal des droits et des responsabilités sociales, permettant l'expression de demandes émanant d'une variété de groupes sociaux?

Force est de constater que ces gains se font au détriment des cultures dominées, de catégories sociales marginalisées, d'institutions appauvries, d'individus et de territoires déconnectés des centres de pouvoir. Jusqu'à quel prix peut-on accepter, en termes de coûts sociaux et de coûts environnementaux, que les groupes nantis et moyennement nantis bénéficient des progrès économique et politique, alors que d'autres groupes de personnes en sont machinalement exclus?

Une perspective d'avenir intéressante serait de l'ordre d'un



Photo: Michael Agliolo/RÉFLEXION PHOTOTHÈQUE

compromis où l'on maintiendrait les acquis techniques de la société salariale dans une optique d'égalité sociale. L'appareil productif et les bases démocratiques actuelles pourraient être revus et corrigés dans une logique redistributive du progrès social et non dans la volonté de maintenir un écart croissant entre les plus riches et les plus pauvres. Or, aujourd'hui, la croissance économique semble aller de pair avec la croissance des inégalités sociales. Pis, la croissance économique rend légitime la précarisation et l'exclusion! Il ne faut pas nous dédouaner de nos responsabilités et rejeter la faute uniquement sur les grands argentiers ou hommes politiques; chacun de nous, dans sa vie quotidienne, est amené à poser des jugements et des actes qui entérinent cette logique.

On le voit, l'incidence qu'aurait un projet de reprogrammation des orientations culturelles des sociétés développées est énorme, car il signifie une transformation fondamentale des rapports sociaux.

En termes de propositions concrètes, cette programmation demande plus que des actions cosmétiques. Il ne suffit pas seulement de proposer un revenu minimum garanti pour contrer le fait que les sociétés occidentales ne produisent plus d'emplois de qualité en nombre suffisant. Il s'agit plutôt de revoir la définition du travail et notre rapport à la reconnaissance sociale et au prestige. La redéfinition du travail permettrait d'allouer des sommes importantes à des travaux socialement utiles à l'humanité et garants de revenus décents et valorisants pour les travail-

leurs concernés. La redéfinition de notre rapport au prestige social passe par le renforcement des dispositifs existants de reconnaissance de la valeur humaine, non pas par sa capacité de dépenser, mais par sa capacité d'empathie, de partage et de solidarité à l'égard d'autrui. Une telle logique ne correspond certainement pas aux propos de la directrice du service de marketing des cartes Visa: *Chaque fois que vous sortez une carte de crédit de votre portefeuille, vous affichez votre statut social.*

Le débat est alors formulé dans les termes suivants: définir le travail autant par sa mission productive que par sa mission sociale; définir la réussite et le prestige social par la contribution

La culture mondiale peut difficilement naître en dehors de la signature d'un contrat culturel mondial.

autant économique, politique, sociale que culturelle de la personne au bien-être collectif. Il s'agit de redonner vie à l'idée de société. Le grand projet culturel du prochain millénaire mobiliserait le génie créateur social libéré par la mise en place de la modernité en le mettant au service d'une distribution équitable du travail, tout en assurant l'existence de mécanismes qui valoriseraient l'implication de l'individu au développement de la société. Qu'est-ce qui doit faire la grandeur de l'homme? Sa capacité à s'enrichir? Sa capacité à oeuvrer au bien commun?

Notre vision de l'avenir va donc à contresens du projet socio-économique mis de l'avant par la logique néo-libérale. Cette

1. Jean-Marc Fontan, Université du Québec à Montréal, département de sociologie. Bernard Fusulier, Université Catholique de Louvain, Unité d'anthropologie et de sociologie (Louvain-la-Neuve, Belgique). Voir un premier article dans *Relations* de mai 1999, p. 120-121: «Repenser l'économie, le politique ou repenser la culture?»

vision nécessite la préservation d'un contrôle citoyen de l'activité économique et plus largement l'extension des espaces et des niveaux démocratiques de gestion de la société. Cela demande aussi de privilégier une logique de développement durable. Pour ce faire, il y a lieu d'exiger le maintien d'un rôle médiateur et d'une fonction normative forte de la part de l'institution étatique.

Le nouveau cadre exige, de la part des détenteurs de capital, de travailler avec les organisations publiques et communautaires pour mettre en place des dispositifs adéquats d'insertion socio-économiques. Dans un tel cadre, le consensus social s'établit autour de l'importance de miser sur l'intégration des populations et des territoires comme indicateur d'enrichissement national et mondial. Dès lors, les institutions travaillent ensemble et de façon complémentaire. Elles favorisent l'intégration des personnes, des territoires et des activités économiques à la performance sociale de l'humanité et non à la performance économique d'individus ou d'entreprises.

Vers une culture mondiale

Cette reprogrammation demande aux acteurs de repenser les bases de leurs actions et surtout la finalité de leurs interventions. Cette finalité n'a plus à être centrée sur le développement de l'espace national. Au contraire, le cadre d'intervention institutionnel et organisationnel des acteurs est recentré tant vers le local que vers le mondial. Ces institutions et organisations peuvent ainsi participer à la définition d'un État capable d'accepter une plus grande autonomie à l'échelle régionale/locale et une réelle représentativité démocratique à l'échelle continentale/mondiale. Sous ce jour, on ne peut plus voir la culture nationale comme l'expression d'un particularisme culturel défensif. Au contraire, la culture nationale a davantage à s'ouvrir, à la fois sur l'extérieur (les autres ensembles culturels nationaux ou autres civilisations), et sur l'intérieur (les sous-cultures présentes au sein de l'espace national).

Évidemment, il importe de resituer la souveraineté nationale en l'insérant dans un espace civilisationnel mondial, lequel est présentement, qu'on le veuille ou non, en construction. La culture mondiale est un espace à investir en revendiquant la définition d'une souveraineté de l'espace mondial, impliquant l'adoption d'une constitution et d'une déclaration de principes faisant loi en termes d'obligations à respecter et de droits à promouvoir. La culture mondiale peut difficilement naître en dehors de la signature d'un contrat culturel mondial, à l'image de celui préconisé par le Groupe de Lisbonne. À la citoyenneté nationale et régionale, s'ajoute une citoyenneté planétaire, non encore reconnue, mais elle aussi en définition. Le réseau institutionnel support à la mondialisation, présentement meublé d'organisations essentiellement économiques et militaires, trouve une légitimité dans sa capacité d'être représentatif des intérêts civilisationnels portés par les différents groupes sociaux, présents au sein des espaces nationaux et infranationaux.

La reprogrammation ne se fera pas toute seule et ne peut être, par ailleurs, l'acte volontaire d'un *big brother* quelconque. Elle doit être le fruit de notre capacité réflexive, de notre sentiment et de notre volonté d'humanité. Elle requiert un répertoire d'action à la hauteur du projet visé. D'une part, la reprogrammation implique une mobilisation transnationale des acteurs sociaux. D'autre part, elle demande des actions motrices transversales –

des travailleurs avec des chômeurs et des sans-chèque; des femmes et des hommes; des identités culturelles variées – dénonçant l'inacceptable, comme l'ont fait la *Marche blanche* en Belgique et la *Marche des femmes* au Québec. Les actions mobilisatrices ont avantage à dénoncer, tout en proposant des correctifs et en exigeant leur adoption.

Concrètement, le nouveau répertoire d'action en construction repose autant sur des stratégies traditionnelles de mobilisation – manifestations, pétitions, grèves, dénonciations, etc. – que sur des stratégies renouvelées de recherche et d'expérimentation, d'innovation sociale et surtout d'élargissement des bases de la mobilisation des ressources par des actions de concertation et de partenariat entre des acteurs sociaux. Ces nouvelles stratégies d'action s'inscrivent pleinement dans la société des réseaux; elles participent à la formation de réseaux internationaux et utilisent les nouvelles techniques de travail reposant sur la communication par réseaux virtuels.

Mais, au-delà des appareils, des organisations et des techniques, la base du travail de reprogrammation repose fondamentalement sur le désir de ramener les valeurs humaines au centre de la logique de développement du projet humain. S'il tient du miracle technologique que de plus en plus de gens puissent être centenaires en âge, il est du supermiracle social que la totalité de l'humanité puisse être assurée d'un partage équitable et responsabilisé des bienfaits, rendu possible par le niveau actuel de développement. C'est donc le moment de se souvenir de ce que dirait Georges Bernanos: «On ne subit pas l'avenir, on le fait». ■



Photo: Normand Blouin/STOCK

Seules une redéfinition et une redistribution équitable du travail permettraient à tous de bénéficier d'une reconnaissance sociale.

TRANSMETTRE LA FOI AUJOUR- D'HUI

par Anne-Marie Aitken¹

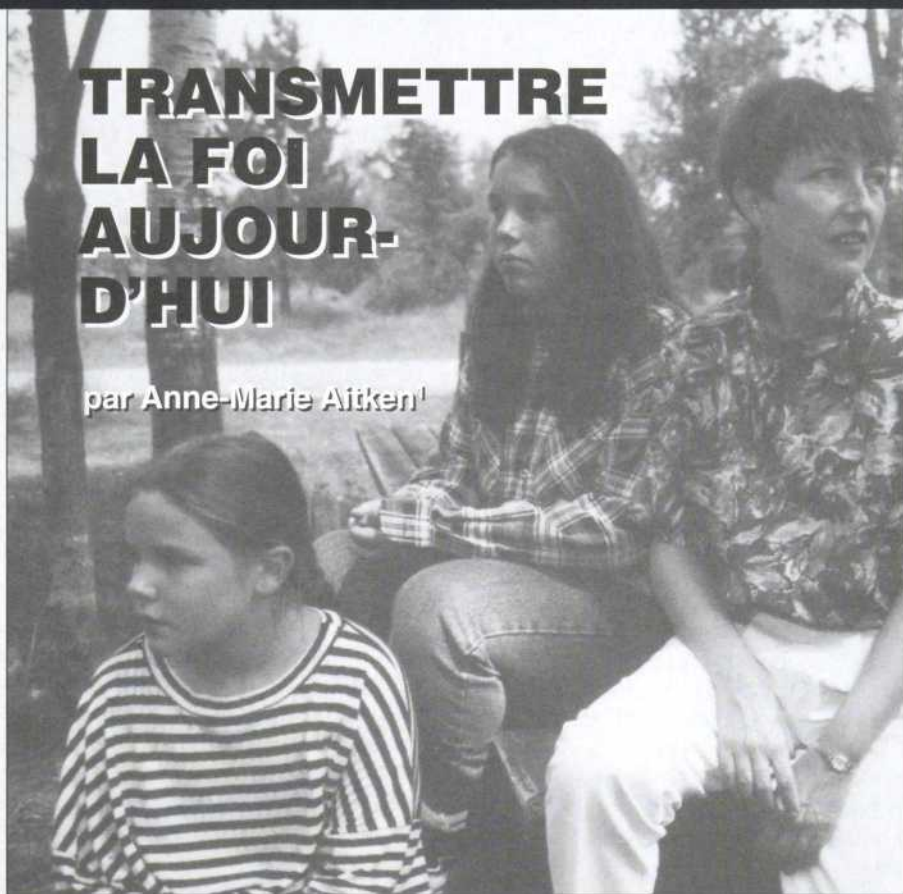


Photo: Jean-François Leblanc/STOCK

Au Québec, les familles et l'Église catholique ont jusqu'à maintenant fait confiance à l'école pour assurer la transmission de la foi aux enfants et aux jeunes. Pourtant des changements de perspective se sont introduits, ces dernières décennies. Ils sont passés inaperçus du grand public – dont les parents – si bien que beaucoup n'ont pas vraiment pris conscience de ce virage.

Jusqu'en 1985, l'école publique de confessionnalité catholique proposait un enseignement religieux catholique et prenait en charge la préparation aux sacrements du pardon, de l'eucharistie et de la confirmation. Cet enseignement était obligatoire pour tous les enfants, sauf dispense après demande écrite des parents.

1. Catéchète de profession, l'auteure a travaillé au Centre national de l'enseignement religieux en France, pendant neuf ans, et a été membre du comité de rédaction de la revue *Catéchèse*.
2. Un sondage rapide dans diverses paroisses du Québec ferait cependant apparaître la grande disparité de ces démarches sacramentelles, tant au niveau du rythme des rencontres que de leur contenu: d'une seule rencontre avant la célébration à un parcours déployé dans le temps, avec parfois la participation des familles.
3. *Le point sur l'école catholique. Avis au ministre de l'Éducation, Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation du Québec, 1995, p. 4 et 9.*

La possibilité de suivre un enseignement moral a commencé à voir le jour à la fin des années 70. En 1985, le Comité catholique a modifié son règlement et l'école a proposé soit un enseignement moral et religieux catholique soit un enseignement moral, selon le choix des parents ou des élèves (à partir de la troisième secondaire), exprimé annuellement. Ce règlement fut ensuite remplacé par la Loi 107 sur l'Instruction publique, en 1988. Les paroisses ont réagi en offrant une démarche d'initiation aux sacrements du pardon, de l'eucharistie et de la confirmation. Pour accéder à cette sacramentalisation, il était nécessaire d'avoir suivi l'enseignement religieux catholique à l'école².

Depuis le milieu des années 1990, le programme d'enseignement moral et religieux vise le développement de l'élève, la présentation de l'héritage catholique et la formation de la conscience morale. Il n'a plus de visée catéchétique, au sens où il ne prétend pas conduire les élèves à un acte de foi³; il comporte avant tout une dimension cognitive et éthique.

On peut donc dire que l'école ne prétend plus transmettre la foi. Cependant les paroisses n'ont pas modifié leur manière de faire. Le rapport Proulx, à travers sa proposition de laïcité ouverte, s'inscrit dans cette situation. Il ne la crée pas, puisqu'elle existe déjà. Il a le mérite de la faire apparaître clairement. Un tournant doit être à nouveau pris si l'on veut que de jeunes Québécois connaissent la joie d'être chrétiens. Il est urgent que la communauté catholique se questionne sur la transmission de la foi aux jeunes générations et réfléchisse à de nouvelles perspectives d'éducation chrétienne. Les familles, les groupes et les communautés sont mis face à leur responsabilité d'éducateurs de la foi. Beau défi porteur d'avenir et de créativité. Il ne s'agit pas simplement de réaménager ce qui existe déjà, mais de prendre acte de la rupture qui s'est opérée. Un univers s'écroule, quelque chose de neuf est à inventer.

La foi, pas seulement la religion

Dans un contexte de chrétienté, on a longtemps pensé que la foi se transmettait de génération en génération. On s'attendait généralement à ce que les enfants de parents chrétiens soient eux-mêmes chrétiens. La foi était conçue comme un héritage, qu'on recevait en cadeau en même temps qu'on recevait la vie. On entrait alors spontanément dans un système de croyances, de rites et de valeurs. Cette vision des choses est fortement ébranlée au sein d'une société pluraliste et sécularisée. Des parents très convaincus de leur foi ont des enfants et des petits-enfants qui se disent agnostiques, et des jeunes de familles non pratiquantes demandent le baptême, à la suite d'une rencontre avec le Christ.

La sécularisation oblige à repenser les liens qui unissent la religion et la foi, pour ne pas confondre l'une avec l'autre. Car la religion n'est pas la foi, mais le langage ou les formes culturelles dans lesquels une foi se dit et se vit. Ces dernières englobent la profession de foi, la liturgie, la morale et les valeurs, l'organisation ecclésiale. Il n'y a pas de foi vivante sans religion, mais on peut bien avoir une pratique religieuse ou vivre de valeurs héritées du christianisme sans jamais être entré dans l'expérience de la foi. L'illusion consiste à croire qu'une religion établie, stable dans ses formes, objet d'un consensus social, qui marque les moeurs et les lois de la société, signifie à coup sûr la foi vivante de tous ses membres⁴.

La grande majorité des Québécois, aujourd'hui, se déclarent encore catholiques. Toutefois, il convient de reconnaître que la

Il ne s'agit pas simplement de réaménager ce qui existe déjà, mais de prendre acte de la rupture qui s'est opérée.

situation du catholicisme a beaucoup évolué. De référence obligée, il se fait une voix parmi d'autres. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ait perdu sa pertinence, loin de là. L'adhésion de foi, dans ce contexte, ne peut donc se contenter d'être une adhésion à des valeurs reconnues par tous; elle est un choix, un acte personnel et réfléchi. Julien Harvey disait: «La véritable foi ne s'établit que dans une personne libre ou du moins capable de liberté⁵».

Cette situation influence beaucoup le modèle de transmission. La foi chrétienne est bel et bien un héritage, mais elle apparaît davantage comme une promesse qui oriente la vie et la dynamique. La foi fait appel à l'engagement personnel et à la liberté. Personne ne peut obliger quelqu'un à croire ou à aimer. Les éducateurs de la foi ont donc à susciter ce climat de liberté pour eux-mêmes et pour les autres, dans le respect de la conscience de chacun et la confiance dans l'action de l'Esprit.

En ce sens, la foi ne se transmet pas, Dieu seul la donne à celui ou à celle qui l'accueille. Mais la foi ne naît pas de rien. Elle suppose une annonce (Rm 10,13-15). Saint Paul dit qu'il a transmis ce qu'il a lui-même reçu, à savoir le récit de la mort et

de la résurrection de Jésus. La personne du Christ et son Évangile sont donc au centre de l'annonce. Cette Bonne Nouvelle ne se réduit pas à des mots, elle est aussi événement, au sens d'avènement. Pour faire connaître le Père, le Christ a pris chair dans une culture donnée en prenant le risque d'une parole d'homme, limitée et risquée. Des mots peuvent devenir lettre morte, la parole est toujours vive. Elle advient dans une relation et une écoute. Elle prend chair dans des existences et devient ferment du Royaume sur notre terre.

La responsabilité des familles et des communautés chrétiennes

L'éclosion de la foi nécessite aussi des conditions favorables, un terrain dans lequel l'annonce de la Bonne Nouvelle peut porter du fruit. C'est là que les familles sont appelées à jouer leur rôle. L'éveil à la vie et à la foi, dans le même mouvement, commence dès la petite enfance. Les parents ont à communiquer leur goût de vivre et leur émerveillement devant l'existence, ils ont à transmettre un art de vivre en référence avec l'Évangile. Leur apport est irremplaçable. Personne ne peut jouer ce rôle à leur place, car il s'agit d'une vie qui se communique, d'une osmose qui se réalise et non d'une doctrine à inculquer.

L'enfant apprend ainsi à répondre aux grandes questions de l'existence: pourquoi naître et mourir, vivre et aimer, souffrir et lutter? Il apprend aussi à nommer la Source de la vie. Il s'imprègne d'un climat, d'une atmosphère comme d'un parfum. Aimé et respecté, il se situe progressivement dans la relation aux autres, à Dieu. Ses parents lui transmettent des représentations de Dieu qu'il aura à faire évoluer. Par la transmission de récits de toutes sortes, ils nourrissent aussi son imaginaire humain et chrétien. Au fur et à mesure que l'enfant grandit, le témoignage des adultes le construit et lui trace son chemin propre.

Se demander ce dont les jeunes générations ont besoin pour bâtir leur vie sur des fondations solides renvoie chacun à une question fondamentale: qu'est-ce qui me fait vivre, qu'est-ce qui fait que la vie a du prix à mes yeux, je fonde mon existence sur quoi? Les adultes que nous sommes sont-ils prêts à s'en parler?

Dans les familles, il est sûr que la génération des *baby-boomers* ne veut pas d'abord transmettre des certitudes, des lois, des dogmes, car elle a fait l'expérience d'avoir été emprisonnée par eux et de passer ainsi à côté de la vie. Le désir de transmettre suppose alors une réconciliation avec son histoire, pour resituer les blessures à leur juste place et se donner la possibilité de les assumer. Cette réconciliation ne sera possible que si l'Église reconnaît elle aussi sa part de responsabilité dans la transmission d'images et de représentations faussées.

Les jeunes générations – qui commencent à devenir parents – ont une mémoire à construire et sont disponibles. Mais elles ne savent pas bien sur qui et sur quoi s'appuyer, ayant tout à reprendre à neuf. Être père ou mère, se situer dans la vie professionnelle, s'approprier sa foi sont autant de défis auxquels elles ont

4. Voir *Les chemins de la vie*, chap. 6, Jean-Paul Mensior, Novalis/Lumen vitae, 1999.

5. «L'homme d'ici et le salut offert», J. Harvey, *Relations*, no 644, octobre 1998.

à faire face. Souvent, elles éprouvent le besoin d'être soutenues dans cette recherche.

Les enfants et les jeunes, quant à eux, vivent dans un univers qui leur est propre. Les adultes doivent trouver une nouvelle façon de les rejoindre dans leur culture. La famille constitue encore le premier lieu social des enfants et des jeunes. Diverses générations s'y croisent et apprennent à se communiquer mutuellement les choses essentielles de la vie. Miser sur la famille pour la transmission de la foi ne renvoie pas nécessairement la foi dans le domaine du privé. Cela l'enracine dans un lieu de transmission globale et souligne le lien qui unit de manière inextricable la vie et la foi. Du chemin reste à parcourir pour que chaque famille se sente concernée par cette transmission et que les adultes acceptent de prendre la part qui leur revient. C'est l'avenir des enfants et d'une société qui est ici en cause.

Les familles cependant ne sont pas les seules responsables de la transmission de la foi aux jeunes générations. Elles ont une place à tenir en concert avec d'autres partenaires. Les communautés chrétiennes sont désormais remises face à leur raison d'être, elles qui ont la mission d'annoncer l'Évangile par leur manière de vivre et d'agir dans le monde contemporain, la tâche de catéchiser les enfants que les parents éveillent à la foi, et enfin la charge d'initier à la vie chrétienne par les sacrements.

Le terme de communauté chrétienne est employé ici au sens



Photo: Jean-François Leblanc/STOCK

La transmission d'une génération à l'autre n'est pas à sens unique. Chacun est enrichi par ce qu'il reçoit des autres pour construire le sens de sa vie aux différentes étapes.

large de communautés de baptisés qui vivent leur vocation baptismale. Il recouvre actuellement la réalité des paroisses. Chacun garde encore trop souvent à l'esprit un modèle très hiérarchique de l'Église selon lequel les communautés sont d'abord les prêtres aidés de quelques fidèles. En fait, chaque baptisé, par son baptême et sa confirmation, a reçu la mission d'annoncer le Christ et de vivre de l'Esprit qui habitait Jésus. Dans cette perspective, tous les chrétiens dans leur ensemble sont responsables de la transmission de l'Évangile et pas seulement un petit groupe de catéchètes réunis autour de leur curé. La transmission de la foi appartient à la communauté chrétienne. Chacun témoigne à sa manière en son sein.

Quelle catéchèse inventer aujourd'hui pour être fidèle d'une part aux enfants et aux jeunes et d'autre part à la Bonne Nouvelle à annoncer? Suffit-il de continuer à proposer un enseignement religieux encore très marqué par la transmission de la doctrine? Quels chemins initiatiques inventer pour susciter une véritable expérience de Dieu et faire goûter la saveur de l'Évangile? À l'époque de la mondialisation et du développement des communications, nous passons d'un modèle unique à des modèles pluriels, du modèle de la transmission d'une doctrine à un modèle de communication où de nombreuses informations sont mises à la disposition de tous. Chacun est invité à trouver la cohérence de sa vie, au sein d'un véritable labyrinthe. La foi cherche à se dire à travers de multiples réseaux, dans la rencontre d'autres religions et de l'agnosticisme. Nous sommes ici face à des problèmes de société nouveaux. La transmission se trouve malmenée.

Impossible donc de reproduire des modèles déjà connus. La situation de déconfectionnalisation des écoles devrait être propice à l'inventivité. Quels lieux vont permettre aux personnes de diverses générations de dire *Je crois*? Ne faudrait-il pas chercher du côté de lieux intergénérationnels qui permettraient à chacun de s'inscrire dans le paysage de la foi? Jusqu'à présent, les enfants et les jeunes sont regroupés à l'école par niveau d'âge. Plutôt que de reproduire l'organisation scolaire, il pourrait être plus profitable de faire collaborer les générations entre elles, des enfants avec des adultes, des adolescents avec des personnes du troisième âge. L'expérience de chacun serait mise au service de tous. De tels lieux n'existent pas, ils sont à créer à partir des quartiers, des paroisses, des centres d'intérêts. Ils seraient un lieu tiers, autre que les familles et les écoles. L'organisation de temps forts plusieurs fois dans l'année, par exemple, permettrait de déployer du temps et favoriserait le cheminement.

Ces lieux devraient répondre aux aspirations fondamentales des individus et favoriser divers degrés d'appartenance à l'Église. Une souplesse est requise ainsi que la définition de quelques critères de croissance dans la foi et d'étapes à parcourir. La célébration des sacrements ne se ferait pas en fonction des âges, mais des cheminements. Il faudrait alors revoir le processus d'initiation sacramentelle des jeunes pour retrouver la dynamique de l'initiation chrétienne et pas seulement celle de l'enseignement. Le chemin à parcourir permettrait d'accéder au *je* et de passer du *je* au *nous*.

Les pédagogies devraient accorder une large place au récit, aux symboles, au corps et à l'image, pour conduire à une expérience sous forme d'itinéraire. L'intelligence de la foi serait honorée de manière moins livresque, mais plus existentielle. L'Église pourrait être vécue comme vie à la suite du Christ et non seulement comme institution contraignante. Le chantier est ouvert. Les bâtisseurs sont les bienvenus! ■

lectures du mois

avec Anne-Marie Aitken, André Beauchamp,
Jean-Marc Dufort, Diane Gariépy et Marie de Serres

DEVANT LA MORT D'UN ENFANT

Marie Laberge,
La cérémonie des anges,
Montréal, Boréal, 1998; 343 p.

La cérémonie des anges est le journal intime juxtaposé de Nathalie et de Laurent qui ont perdu leur fille Erica, décédée à l'âge de deux mois du syndrome de mort subite du nourrisson. La mort de l'enfant entraîne l'éclatement du couple, Laurent et Nathalie étant tous deux incapables de supporter la réaction de l'autre, tellement différente de la sienne. Laurent pleure sa fille et son bonheur perdu. Nathalie cherche à oublier la perte qu'elle est incapable d'affronter en se jetant dans sa vie d'actrice et dans une sexualité effrénée. Elle méprise Laurent qui, selon elle, semble se complaire dans sa peine et ses pleurs. Laurent est rempli de colère devant cette femme qui vit comme si elle n'avait jamais eu d'enfant, elle qui avait tant désiré cette grossesse et été si heureuse avec Erica. En même temps, il ne peut supporter d'avoir perdu la femme qu'il aime et il cherche à la retrouver.

Nathalie fuit sa détresse, mais celle-ci la fera basculer à travers son corps qui craque. Petit à petit, en très peu de mots, Nathalie commence à regarder et à nom-

mer la douleur qui la terrasse. Entremêlée dans le cheminement de Nathalie et de Laurent, vient se greffer la présence de Rémi, un ami de longue date du couple qui, atteint du sida, fait face à une mort annoncée qui se rapproche de plus en plus. Nathalie et Laurent accompagnent Rémi et à travers lui, grâce à lui, font face à la mort et apprivoisent la perte d'Erica.

La cérémonie des anges est une illustration puissante de la déchirure que vivent les couples qui perdent un enfant, quelle que soit la cause du décès. Laurent et Nathalie expriment, chacun à leur façon et sans synchronisme, la réaction de choc, l'engourdissement puis le «dégel» qui fait prendre conscience de l'immensité du vide et du silence laissés par le départ de l'enfant. Ils nous disent aussi la colère et l'angoisse des parents qui cherchent un coupable (en général soi-même ou le conjoint) et une faute quelconque qu'ils auraient commise, car il faut bien «qu'il y ait eu une faute terrible pour causer un tel désastre».

Marie Laberge trouve les mots justes pour exprimer l'impuissance des parents, la peur d'oublier l'enfant, la tristesse de ne plus se souvenir de ses traits avec la même précision, la recherche du sens de cette mort inattendue et les aspects particuliers de la mort subite du nourrisson avec ses questions non résolues, sa brutalité, son côté inexplicable d'une enfant qui est «morte normale et en santé...». Cepen-

dant, malgré la douleur, à travers elle, en elle, la vie chemine, car «la douleur du deuil, c'est accepter d'être un de ces traîtres qui laissent la vie reprendre le dessus, un de ces traîtres qui laissent les morts se débrouiller seuls. Même les petits bébés morts.»

Devant la mort d'un enfant, chaque parent est seul malgré la présence de l'autre. Chacun réagit différemment et cette différence est parfois insupportable. C'est ce que Marie Laberge raconte ici d'une façon saisissante, car l'intensité et la durée de la négation de Nathalie ne sont pas courantes. Le discours de Laurent et celui de Nathalie sont sur deux tons très différents: le ton mordant, incisif, rempli d'un humour acide de Nathalie qui dit détester les analyses intérieures et «l'auto-taponnage de l'âme» contraste avec celui de Laurent qui cherche à décrire les émotions qui l'habitent.

Roman sur la mort et le deuil, mais roman aussi sur la force de la vie, *La cérémonie des anges* nous fait réfléchir sur la souffrance et la mort, mais aussi sur la force de l'amour; sur la sexualité comme force de vie, mais aussi de destruction et sur l'accompagnement de quelqu'un qui va mourir, mais cherche à rester vivant jusqu'à la toute fin. L'attitude de Rémi qui regarde en face la mort proche, mais qui tient à vivre pleinement jusqu'à la fin nous interpelle et est porteuse d'enseignement pour ceux qui accompagnent les personnes en fin de vie.

J'ai aimé le roman de Marie Laberge, mais il ne m'a pas fascinée autant que je l'espérais. La mort subite du nourrisson et le chagrin des parents, je les ai connus de près. Est-ce parce que je ne me reconnais pas assez dans les réactions de Nathalie qui met tant de temps à commencer à faire face à sa perte? Une négation aussi intense est sans doute possible, mais plutôt rare. De plus, le récit est rempli d'un grand nombre de drames et d'événements peu courants qui s'entrecroisent dans un court laps de temps. Certes, le but d'un roman n'est pas de donner aux lecteurs qui ont vécu une situation un miroir de ce qu'ils ont ressenti. Mais ce sont peut-être ces éléments qui ont modéré mon enthousiasme et m'ont empêchée, après la lecture, de continuer à vivre un peu avec les personnages de ce livre, comme je le fais bien malgré moi, quand un roman ou un film m'a vraiment touché. ■

Marie de Serres

solitude, dans le goût de fuir et la hâte d'en finir.

Le récit est vivant, concret, collé sur la réalité de la marche. On souhaiterait plus d'aventures et des rencontres bouleversantes, des portraits enlevés, des analyses plus fouillées. On souhaiterait un cheminement mystique plus explicite: pourquoi donc aller marcher si loin et si longtemps? L'auteur résiste à la tentation. Un récit au premier degré, honnête, presque banal et qui, par sa simplicité même, acquiert une dimension nouvelle.

À conseiller à tous ceux et celles qui veulent partir... et ils sont nombreux. ■

André Beauchamp

rupture d'avec le modèle clérical. D'autre part, la préparation de la fête de Noël l'amène également à une démythologisation des évangiles de l'enfance. Jésus est de moins en moins perçu comme Christ et Sauveur et de plus en plus comme le symbole de l'être-pour-autrui. Suite à une thérapie, Félix identifie son blocage affectif lié à sa mère, selon le schéma classique: Église – mère – castration symbolique – sublimation sexuelle – vocation altruiste. Félix en vient donc à quitter sa communauté religieuse et ses tâches sacerdotales pour vivre authentiquement et amorcer une relation nouvelle avec Lyne.

Le second tome du récit de Chevrier a les qualités du précédent. Des chapitres vivants, des aventures savoureuses et justes, la plupart du temps, une écriture sobre et efficace, un sens certain du dialogue et de la mise en scène, une forme de retenue et de discrétion qui évite le grand guignol ou la diatribe. Quelques gaucheries à l'occasion comme celle-ci: «Entreposé chez Alex, le mari d'Alicia, il en parlait tous les jours» (p. 235). La sécularisation massive du clergé dans l'Église catholique occidentale est un phénomène d'une extrême importance qui a été, à mon sens, trop peu étudiée. C'est beaucoup plus qu'une crise du célibat. C'est une crise de l'institution. Avec sa simplicité et sa clarté, le récit de Chevrier est une admirable illustration du chemin complexe qui a amené les uns à quitter et les autres à rester, comme son collègue Rodrigue. Dans sa structure même, ce récit pourrait servir à une excellente série télévisée, si on parvenait à lui garder sa discrète retenue.

Un reproche que l'on peut faire au récit de Chevrier réside dans l'envers de sa qualité: un caractère trop linéaire et l'absence de profondeur psychologique de ses personnages. Chevrier a le sens du symbole, mais il l'exploite trop peu. La recherche de la castration originelle de la mère, par exemple, tient en quelques pages. Marie Cardinal en aurait écrit trois cents sur le sujet. De même pour l'épisode où Lyne raconte à Myriam le récit du vol des hérons dans lequel elle perçoit l'acquiescement de Dieu à son amour avec Félix. Ou encore le débat trop bref sur la tension entre une situation sacerdotale religieuse qui dure depuis près de vingt ans et la fragilité psychologique de la décision originelle. Pourquoi faudrait-il que la fidélité actuelle ne puisse combler les déficiences de l'origine? Une grande partie du caractère et du narcissisme de la Révolution tranquille repose sur cette confusion. L'introspection

MARCHER AU JOUR LE JOUR

Bernard Houle,

Compostelle: une mise en route. Le journal d'un pèlerin,
Rawdon, De la Ouareau, 1998; 264 p.

En 1997, du 29 juillet au 23 octobre, Bernard Houle, prêtre du diocèse de Joliette, parcourt le long pèlerinage du Puy-en-Velay, à St-Jacques de Compostelle. Le livre est le simple récit, voire les notes de voyage, du pèlerin. Une brève introduction sur les motivations de l'auteur et sur le sens général de pèlerinage, puis le journal de bord du pèlerin. Récit tout simple, sans prétention, qui raconte la marche au jour le jour. Ni élans mystiques, ni grandes envolées, mais des notations presque prosaïques sur la route elle-même, l'état du marcheur, les découvertes esthétiques, les tensions du voyage. Tout est en touches impressionnistes, discrètes, pudiques. C'est à lui-même que le pèlerin est renvoyé, c'est le chemin (le *cammino*) qui est le véritable pédagogue, dans la lutte du marcheur contre son propre corps, dans la

RÉCIT AUTOBIOGRAPHIQUE

Yves Chevrier,

Écoute-moi pas avec ça, répondit Dieu,
Montréal, Du Cram, 1998; 335 p.

Le second roman de Chevrier prolonge le livre antérieur *Où il est le p'tit Jésus, tabarnac*. Même si l'on parle ici de roman, il s'agit beaucoup plus, à mon sens, d'une mise en récit du cheminement de l'auteur. Dans le premier tome, nous voyons Félix Thivierge, religieux des Clercs de Saint-Viateur, curé dans deux paroisses du JAL, dans l'arrière-pays du Témiscouata, au plus fort de la Révolution tranquille. On assiste à la contestation de la religion traditionnelle au profit de l'émergence d'une pensée critique et de l'engagement sociopolitique.

Félix, 40 ans, a une aventure amoureuse avec Lyne, dans la trentaine, divorcée et professeure dans une école secondaire de la région de Montréal. Au début du second tome, Félix a rompu avec Lyne et essaie de reprendre pied dans sa vocation. Un conflit profond l'oppose à l'idiote du village, Hector, qui l'a surpris à faire l'amour avec Lyne dans les bois, information qui accule Félix au déni, au mensonge, et donc à un affrontement de plus en plus ouvert avec Hector. Félix poursuit désespérément son insertion dans le milieu. D'une part, il se radicalise sur le plan sociopolitique et devient prêtre-ouvrier, accentuant sa

de Félix (p. 311-312) et les remarques de Rodrigue (p. 321) sont simplement évasives.

Trop brève est aussi la tension entre l'amour et le devoir qui est l'essence même de la tragédie. La tragédie de Félix est le conflit entre le devoir envers la communauté (une communauté que Félix a bousculée et fait entrer durement dans la modernité) et le désir d'accomplissement amoureux. Pour reprendre la symbolique de l'opéra, le drame me semble moins celui de Butterfly, dévorée par sa passion amoureuse, que celui d'Aïda, déchirée entre sa réalisation personnelle et l'amour de la patrie.

Ces remarques n'enlèvent rien au charme et à la finesse du récit de Chevrier. Elles illustrent le fait que Chevrier n'est pas encore un écrivain. Il le deviendra probablement, le jour où il départagera mieux le récit à caractère autobiographique et l'aventure proprement romanesque. ■

André Beauchamp

au milieu des lépreux. Il y mourra, deux ans plus tard, d'un cancer généralisé.

Cette biographie ne suit pas l'ordre chronologique précédemment décrit. On saute sans problème d'une époque à une autre. On connaît le dénouement de la vie de Jean avant d'en connaître tous les éléments. L'auteur s'intéresse surtout à l'itinéraire intérieur et aux états d'âme de son héros. À travers Jean, on perçoit les interrogations de toute une génération qui avait besoin de franchir les limites habituellement respectées. Il ne faut pas oublier qu'en Europe, les années trente, situées entre les deux guerres mondiales, furent des années de crise. Drogue, désespoir et non-sens de l'existence s'y côtoyèrent.

Georges Lauris, qui a accueilli Jean à la Sainte-Baume, en Provence, nous fait apprécier la beauté et le côté tragique des êtres. Il nous fait également goûter l'étendue de sa culture, aussi bien littéraire qu'architecturale ou historique. Un bel essai qui peut agrémente cette période de vacances et nous ancrer dans l'espérance. ■

Anne-Marie Aitken

EN QUÊTE D'ABSOLU

Georges Lauris,

Itinéraire d'un enfant terrible. De Cocteau à Cîteaux,
Paris, Presses de la Renaissance,
1998; 223 p.

La vie de Jean Bourgoïn est l'une des plus émouvantes de notre époque. Jean Coteau l'a immortalisée dans son roman: *Les Enfants terribles*. Elle traduit le drame intérieur d'un homme assoiffé d'absolu.

Le parcours est inattendu. Baptisé à l'âge de vingt ans, Jean a eu pour parrain et marraine Jacques et Raïssa Maritain. Durant une longue période de désespérance, due à l'opium et à son homosexualité cachée, il survit grâce à l'accueil de Jean Hugo (le petit-fils de Victor Hugo) au mas de Fourques, en France, lieu de passage d'un grand nombre de personnalités de l'époque. C'est là qu'il rencontre le père Rzewuski, dominicain. Sa vie prend alors un nouveau tournant qui le mène de l'opium à la Trappe.

Le 25 décembre 1948, le monastère de Cîteaux lui ouvre ses portes. Seize ans plus tard, cette même porte s'ouvrira, à nouveau, pour le laisser partir, en Afrique, vivre

PROCRÉER DE MANIÈRE HUMAINE: LA PENSÉE PATRISTIQUE

Jean-Claude Larcher,

Pour une éthique de la procréation. Éléments d'anthropologie patristique.
Coll. «Théologies», Paris, Les Éditions du Cerf, 1998; 175 p.

Cet ouvrage rassemble cinq études sur des questions concernant l'origine de la vie humaine, selon les Pères de l'Église. La contraception et l'avortement en occupent le centre, tandis que l'ouvrage s'ouvre sur le problème de la stérilité, largement évoqué dans la Bible, et auquel les Pères font écho. Fait remarquable, la question du statut de l'embryon, de son animation, de sa formation a suscité chez eux divers courants qui remontent aux sources de la philosophie grecque et à la médecine de l'Antiquité. On la retrouve traitée en fin de livre.

L'anthropologie patristique s'est d'abord interrogée sur la nature humaine elle-même, sur ses caractéristiques spécifiques et sa fin spirituelle. Image de Dieu par son esprit, l'homme réalise sa ressemblance virtuelle avec lui dès le début de sa conception, en orientant dynamiquement ses facultés vers Dieu. Sur ce fond, déjà riche de promesses, les Pères ont élaboré des réflexions sur des problèmes généraux qui «mettent en jeu des principes et des valeurs durables» (8). Ces réflexions peuvent renvoyer à des questions préalables ou encore constituer une référence éthique adaptable à des cas particuliers. Ainsi la question de la contraception se pose, dès cette époque, dans le contexte «de la finalité de la sexualité humaine et de la place de la procréation dans la vie du couple» (9). D'autres questions relatives à divers types d'intervention – par exemple l'avortement – relèvent du domaine de l'anthropologie, de la nature de l'homme, de la finalité de ses activités au plan religieux comme au plan social.

Il faut néanmoins retenir, au passif des Pères latins, une vision négative de la sexualité affectant l'union sexuelle dans le cadre même du mariage. L'influence d'Augustin, imité en cela par de nombreux évêques et écrivains ecclésiastiques, est ici évidente; même les contrats de mariage stipulaient: «pour procréer des enfants». Une telle rigueur pourrait s'expliquer, d'une part par la présence de courants gnostiques qui excluaient la procréation et, d'autre part, par l'influence des stoïciens qui excluaient l'expression de l'amour comme but des relations sexuelles. On voit ici combien la morale chrétienne est sensible aux divers courants qui la sollicitent en tous sens, y compris le courant monastique qui prône une vie communautaire libérée des obligations et des soucis «de ce monde».

Le statut de l'embryon a entraîné chez les Pères la question de son animation. Nombre de Pères, tant latins que grecs, ont soutenu que l'existence de l'âme commence à la conception: tels Tertullien, Irénée et Clément d'Alexandrie. La simultanéité de la venue à l'existence des éléments du composé humain reçoit sa justification chez Grégoire de Nysse: c'est l'unité et l'identité de ce composé. À propos des manipulations génétiques, l'A. revient opportunément sur la nature et la personne humaines comme normes éthiques. De la création à l'image et selon la ressemblance de Dieu constitutive de l'être humain, découle pour les Pères la conclusion que tous les êtres

humains sont fondamentalement égaux et qu'ils possèdent tous, au moins potentiellement, une même dignité. C'est dans la personne que l'esprit, l'âme et le corps de l'homme trouvent une unité, et, malgré leur différence de nature, une solidarité et surtout une identité, la personnalité demeurant absolument unique. De là émanent un certain nombre de devoirs éthiques et le rejet de certaines pratiques liées à la procréation médicale.

Ces remarques suffisent à faire ressortir la portée et le mérite de cet ouvrage. Tout en demeurant sensible aux fluctuations de l'éthique ancienne, la pensée des Pères se nourrit d'une anthropologie qui, de nos jours, demeure à tous égards et pour plusieurs le legs précieux d'une réflexion éthique héritée du message biblique. Réflexion qui a suivi au long du temps les chemins de la transcendance qui vont de la personnalité humaine, à commencer par celle du fœtus, à l'unité de ses composantes dirigées vers un destin spirituel et ouvertes sur l'infini d'un monde divin. Des penseurs comme Grégoire de Nazianze, Maxime le Confesseur et Grégoire de Nysse forment constellation dans cet espace. Leur héritage lumineux assigne à cette transcendance des étapes essentielles marquées par la nature même du sujet humain et de son héritage génétique, désormais mieux connu, autant que par les limites de son utilisation et sa relation libre avec Dieu. Bien des familles d'esprit se retrouveront à ce carrefour. ■

Jean-Marc Dufort

QUAND SURVIENT LA MALADIE

Marianne Hubert,

Une femme sur l'autre rive. Itinéraire d'un cri,
Montréal, Éditions d'art La Sauvagine,
1998; 315 p.

Nous ne saurons pas le nom de l'héroïne de ce livre. Tout au long du récit, elle s'exprime à la première personne du singulier. « Cette femme, chers lecteurs, pourrait être chacun d'entre vous, simplement humain et imparfait, dans une recherche

constante d'équilibre et d'amour », nous avertit Marianne Hubert, dans la préface. Suite à la découverte d'un cancer du sein, cette femme dont l'histoire se déroule en Suisse, traverse, à 40 ans, une grave crise d'identité et de remise en cause de son existence. Elle affronte la maladie avec courage et sans biaiser, entourée de ses quatre enfants – dont une fille adoptée – et séparée de son mari. L'agressivité des traitements de chimiothérapie l'éprouve et la pousse vers les médecines douces. L'univers médical est ici dépeint avec finesse et sévérité. Vouloir rester partie prenante de son avenir demande à l'héroïne de faire des choix, quitte à s'opposer aux médecins. Avec eux, la communication s'avère difficile. La vérité ne vient pas vite au jour.

Nous suivons aussi les méandres de sa vie amoureuse et de son rapport avec les hommes. Mariée à l'âge de vingt ans, les quinze années de vie commune ont été des années de bonheur et de paix.

Et brusquement tout s'est effondré, sans que l'on sache pourquoi. Viennent ensuite des années d'amour instable et décevant. À l'inverse, l'amour qu'elle porte à chacun de ses enfants, et que ses enfants lui rendent, paraît plus heureux, source de nombreuses joies. Seule ombre au tableau: la profonde crise d'adolescence de sa fille adoptive. Là aussi le dépassement est au rendez-vous.

Au fil de la lecture, nous nous sentons très proches de cette femme, communiant à son combat et à sa souffrance. Avec elle, nous doutons, nous crions, nous nous révoltons et nous reprenons espoir. Avec elle, nous cheminons sans fuir les difficultés. Nous assistons à sa lente reconstruction. À travers des creux et des élans, la vie se révèle plus forte que tout. Rien ne parvient à la détruire complètement.

Comme le sous-titre du livre l'indique, il s'agit bien d'un cri, mais d'un cri articulé qui s'exprime à travers une très belle écriture. La poésie s'allie à la prose et offre des espaces de respiration, bien nécessaires pour poursuivre la route. Au passage, nous faisons connaissance avec Gaston Miron, ami de l'auteure.

Il est question d'une autre rive: celle de l'existence de cette femme, inconnue mais dévoilée et élargie au cours de l'épreuve traversée. Celle aussi d'un autre continent. Le roman s'ouvre, en effet, sur un congrès au Québec, et se termine au Pays bleu où l'héroïne s'est installée. Cette traversée de l'Atlantique est symbolique: elle résume

l'itinéraire de cette femme qui, assumant désormais son passé, s'ouvre à la nouveauté. Tout peut alors recommencer. ■

Anne-Marie Aitken

DANS LES ARCHIVES ROMAINES

Pierre Hurtubise, Luca Codignola, Fernand Harvey (sous la direction de),

L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome, 1600-1922,
Ste-Foy, IQRC, 1999; 202 p.

Dans le cadre d'un symposium organisé par le Conseil pontifical de la culture, en association avec l'Assemblée des évêques du Québec, les trois directeurs de l'ouvrage ont voulu offrir aux chercheurs en histoire un guide de recherche sur les archives romaines concernant l'histoire religieuse et sociale du Québec, et plus largement de l'Amérique française.

L'ouvrage comprend quatre sections: « Rome et l'Amérique du Nord française » (Pierre Hurtubise et Roberto Perin), « Archivistes, historiens et archives romaines » (Luca Codignola et Matteo Sanfilippo), « Description des fonds » (Luca Codignola, Matteo Sanfilippo et Giovanni Pizzorusso), « Chronologie d'histoire civile et religieuse: 1600-1922 » (Fernand Harvey et Luca Codignola).

La part de lion est celle de la description des fonds: archives secrètes du Vatican, archives de la Propagande (un total de 3917 volumes), autres archives du Saint-Siège, archives d'ordres et instituts religieux, fonds des collèges et universités, bibliothèques, autres archives religieuses et civiles. Il y a là des ressources colossales d'un immense intérêt, que les trois chercheurs italiens (Codignola, Sanfilippo et Pizzorusso) présentent avec soin et rigueur. Jamais je n'avais imaginé qu'il y avait là tant de ressources sur notre histoire, à la fois religieuse et civile, non seulement sur le Québec, mais sur toute l'Amérique française.

Le chapitre sur Rome et l'Amérique du Nord française montre bien la distance critique que Rome a toujours gardée à

l'égard du fait français en Amérique et au Canada et, à l'inverse, son intérêt pour une stratégie d'insertion dans le monde anglophone plus nombreux et possiblement plus porteur. Et les auteurs de citer la remarque désabusée de Philippe Perrier: «La Providence n'a pas l'air de tenir à la survivance française en Amérique (...). À tout événement, Rome a l'air bien décidé de nous étrangler à brève échéance.»

Un livre technique, forcément aride, mais qui ouvre des perspectives immenses sur la recherche historique. ■

André Beauchamp

EN ARRIÈRE ET EN AVANT

André Beauchamp,

La morale entre héritage et nouveauté,
Montréal, Médiaspaul, 1998; 296 p.

L'auteur pourra-t-il me le pardonner? Je n'ai pas trouvé tellement d'idées neuves dans son dernier livre. Mais n'allez pas conclure pour autant qu'il m'a ennuyé! Livre nourrissant, ressourçant, mes grands-parents l'auraient dit «édifiant».

J'ai aimé me faire rappeler que la morale ne tient pas dans un grand livre tout fait mais bien dans une recherche incessante. «Il n'y a pas un système moral unique. (...) C'est un chemin ouvert, qui suppose un incessant dialogue avec son milieu».

J'ai savouré: «L'éternité est un présent qui déjà émerge dans l'aujourd'hui de nos vies (...) On pense au point d'orgue qui prolonge et déploie son harmonie dans une durée insaisissable.»

J'ai relu plus d'une fois: «La liberté, c'est [alors] peser de tout son poids dans les choix qu'on a faits.»

J'ai approfondi: «J'aime les gens qui cultivent la présence de Dieu en eux au point qu'à une certaine étape, ils deviennent simplement transparence de Dieu.»

J'ai répété, avec l'auteur: «Pitié pour les politiciens!»

Mais je suis restée sur mon appétit au chapitre de la conscience décrite comme étant «un lieu au fond de soi ouvert sur le vrai et sur Dieu, qui permet de dire la voie du bien.» J'aurais aimé que l'auteur développe aussi la notion de conscience «à l'horizontale», c'est-à-dire éclairée par les échanges avec d'autres.

Est-ce par modestie? L'auteur réserve l'écologie pour la fin. Comme dans tellement d'autres livres! Pourquoi la morale environnementale est-elle toujours à la fin? Peut-être qu'André Beauchamp veut ainsi faire contrepoids au discours de ceux qu'il appelle les tenants de la «deep ecology»... Mais la sensibilité de la moyenne des ours à l'égard de l'équilibre planétaire ne me semble pas justifier une telle prudence.

Mais, bon. J'ai quand même aimé cet effort d'intégration des valeurs du passé et de celles qui nous courtisent. Du haut de ses soixante printemps, l'auteur est bien placé pour regarder «en arrière et en avant.» ■

Diane Gariépy

LIVRES REÇUS

Voici quelques-uns des livres que les éditeurs ont fait parvenir à *Relations* au cours des derniers mois.

– Denis Jeffrey, *Jouissance du sacré. Religion et postmodernité*, Paris, Armand Colin, 1998; 168 p.

– Jacques Parizeau, *Le Québec et la mondialisation. Une bouteille à la mer?*, Montréal, VLB, 1998; 46 p.

– Max Pagès, *Le phénomène révolutionnaire: une régression créatrice*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998; 80 p.

– Rémi Parent, *L'Esprit vous rendra libres*, Montréal, Fides, 1998; 140 p.

– Jean-Marc Fréchette, *La lumière du verger*, Paris/St-Hippolyte, Arfuyen/Le Noroît, 1998; 86 p.

– Marco Micone, *Le figuier enchanté*, Montréal, Boréal, 1998; 124 p.

– Mauricio Segura, *Côte-des-Nègres*, Montréal, Boréal, 1998; 300 p.

– Jean-Paul II, *Foi et raison. Lettre encyclique Fides et ratio sur les rapports entre la foi et la raison*, Montréal, Fides, 1998; 172 p.

– Thérèse Hart, *Simplement le bonheur*, Montréal, Logiques, 1998; 220 p.

– Chrystine Brouillet, *Les neuf vies d'Edward*, Paris, Denoël, 1998; 332 p.

– Gertrude Giroux, *Jésus. L'homme avant l'Église*, Montréal, Carte Blanche, 1998; 294 p.

– Marie-Paule Malouin, *Le Mouvement familial au Québec. Les débuts: 1937-1965*, Montréal, Boréal, 1998; 160 p.

– Henri Tissot, *La rencontre*, Paris, Presses de la Renaissance, 1998; 280 p.

– Coll. (sous la dir. de Maryse Condé et Lise Gauvin), *Nouvelles d'Amérique*, Montréal, L'Hexagone, 1998; 180 p.

– Yves Brunsvick et André Danzin, *Naissance d'une civilisation. Le choc de la mondialisation*, Montréal, VLB, 1998; 115 p.

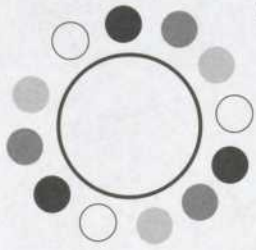
– Henri J.M. Nouwen, *Ma foi comme une histoire*, Ottawa, Novalis, 1998; 174 p.

– Coll. (sous la dir. de Lucien Guissard), *Le pari de la presse écrite. Des professionnels chrétiens s'expriment*, Paris, Bayard/Centurion, 1998; 354 p. ■

à signaler

□ **René Lévesque. Images, textes et paroles**, Micro-Intel, 1999. Un cédérom Windows/Macintosh qui se présente comme un voyage aux sources pour se remémorer le Premier ministre du Québec. Ce multimédia contient plus de 200 pages de présentation, regroupées dans treize promenades thématiques incluant 2000 pages de textes écrits par René Lévesque, 7000 photos et manuscrits, 60 minutes d'archives

sonores, 30 minutes d'archives visuelles, 1000 notes biographiques contextuelles, 4000 événements présents dans la chronologie. À ne pas manquer! □ **Mauve**, Pentafolio Multimédia et Médiaspaul, 1998. Un cédérom réalisé dans le but de prévenir et de relativiser les états de crise chez l'adolescent. Fait par et pour les jeunes, il permet à ceux qui sont en difficulté de prendre du recul face à leurs problèmes.



Vivre ensemble

BULLETIN DE LIAISON EN PASTORALE INTERCULTURELLE
CENTRE JUSTICE ET FOI SECTEUR DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

*Pour bâtir
une Église et
une société
pluri-ethnique
où chacun
aurait sa
place*

Vivre ensemble soutient l'engagement pour une Église et une société où tous, quelles que soient leurs origines, puissent participer dans l'égalité et la coresponsabilité. Ce bulletin concerne autant la population québécoise d'accueil que les nouveaux arrivants.

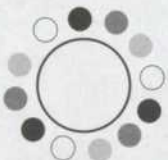
Vivre ensemble est un outil:

- de réflexion sur les enjeux de l'intégration des nouveaux arrivants au Québec et du pluralisme de la société québécoise;
- de partage des expériences de rapprochement entre Québécois de toutes origines;
- d'information sur les divers organismes qui oeuvrent à l'accueil et à une meilleure compréhension des diversités culturelles et religieuses;
- de communication pour tous ceux et celles qui s'intéressent à la question de l'immigration;
- de sensibilisation aux questions de refuge.

Vivre ensemble permet à ses abonnés de former un réseau de personnes passionnées, préoccupées et engagées pour une meilleure convivance et une intégration harmonieuse. À l'occasion, des rencontres de réflexion, de formation et de débat sont offertes.

Quelques dossiers ou articles récents:

- *Les Églises de rite oriental*
 - *Le Québec pluriel aujourd'hui et demain... La parole aux jeunes*
 - *Femmes d'ici et d'ailleurs*
 - *Quinze ans d'immigration au Québec*
 - *Le jumelage: une manière de vivre ensemble*
 - *Citoyenneté pluraliste*
 - *Accueillir la diversité: un défi à relever en Église*
 - *Pour une nouvelle protection des réfugiés*



Vivre ensemble paraît quatre fois par an. Abonnement annuel: 10,00\$
Adresser votre chèque à l'ordre du Centre justice et foi
et retourner au **Centre justice et foi, Secteur des communautés culturelles**
25 rue Jarry Ouest, Montréal (Québec) H2P 1S6
* toutes taxes incluses. TPS: R119003952 TVQ: 1006003784



relations

juillet-août 1999 3,95\$ no 652

SOMMAIRE

face à l'actualité 163

Compassion! Que de crimes on commet en ton nom! (Marie-Paule Malouin) – Journées sociales du Québec à Hull (Jean Bellefeuille) – Le prix de la participation (Abby Lippman) – De la dignité humaine aux États-Unis (Françoise Nduwimana)

dossier 167

J'aime le cinéma!

Dominique Boisvert	J'aime le cinéma!	168
Dominique Boisvert	Le monde à votre porte	169
Silvia Galipeau	Grandeur et misère du cinéma documentaire	173
Gaston Roberge	Cinéma et culture	176

en bref 179

articles 180

Jean-Marc Fontan et Bernard Fusulier	Quel projet culturel pour le XXI ^e siècle?	180
Anne-Marie Aitken	Transmettre la foi aujourd'hui	183

lectures 186

Page couverture: conception, Fernand Jutras; photographie, Caroline Hayeur/STOCK.
Photographie de la page 167: Kevin Argue/CANAPRESSE

VOUS DÉMÉNAGEZ?

Si vous déménagez, au cours de l'été, n'oubliez pas d'apporter *Relations* avec vous!

Téléphonez ou écrivez à Mme Hélène Desmarais, pour laisser votre nouvelle adresse...

Prenez note que nos bureaux seront fermés du 24 juin au 25 juillet.
Revue *Relations*, 25 ouest, rue Jarry, Montréal H2P 1S6. Tél.: (514) 387-2541